



Institut de la Communication et des Médias (ICM)

*Mémoire de fin d'études pour l'obtention du diplôme
de Master 2 Communication Scientifique et Technique.*

Soutenu le 17 juin 2010

Assane FALL

Enjeux et perspectives de communication scientifique dans le partenariat de l'Institut Universitaire Européen de la Mer : étude de cas avec l'IMROP (Mauritanie)

Maître de Stage

Bertrand Gobert,
IRD/IUEM–Brest

Tuteur pédagogique

Laurent Chicoineau,
Université Grenoble3

Année universitaire 2009-2010



Remerciements



A l'issue de cette formation, je voudrais exprimer mes sincères remerciements à :

- La direction de l'IMROP qui a bien voulu m'accorder cette bourse d'étude ;
- Madame Marie-Christine BORDEAUX, Responsable du Master Communication Scientifique et Technique de l'université Stendhal pour l'attention particulière qu'elle porte aux étudiants du master, sa disponibilité et sa compréhension ;
- Monsieur Laurent CHICOINEAU, Professeur associé à l'Université Stendhal Grenoble3, mon tuteur pédagogique pour ses conseils, suggestions et orientations dans la réalisation du mémoire ;
- Monsieur Bertrand GOBERT, Chercheur et Spécialiste en médiation scientifique IRD/IUEM qui a bien voulu m'accueillir en stage ; pour ses conseils, son assistance qui m'ont beaucoup servi dans la réalisation de mon mémoire. Je voudrais lui exprimer ici toute ma gratitude et ma reconnaissance ;
- Madame Cécile YVEN, chargée de communication de l'IUEM pour son assistance et sa disponibilité ;
- L'ensemble du personnel de l'IRD et de l'IUEM pour leur disponibilité et leur assistance pendant le stage ;
- Madame René MONIN, enseignante à l'Institut de la Communication et des Médias de Grenoble, m'a apporté ses conseils et son assistance pour finaliser mon travail ;
- Messieurs Ahmet DIAGNE et Mohamed Ahmed O. MOUSTAPHA pour leur fraternité et leur disponibilité lors de notre séjour à Brest ;
- Monsieur Amady Tidjane SOW, chef du Service de l'Information et de la Communication de l'IMROP très particulièrement pour m'avoir soutenu dans mon projet de formation ;

Je remercie tous ceux qui, de près ou de loin m'ont aidé à réaliser cette formation dans les meilleures conditions.

Dédicaces

À mes parents,

À Baratou et Moussa pour cette longue absence,

À toute la famille Dedah Ould Guineth Fall,

**Behind the clouds is the sun still shining; [...]
Into each life some rain must fall,
Some days must be dark and dreary.**

The Rainy Day. Henry Wadsworth Longfellow (1807–1882)

Sommaire

Remerciements	2
Introduction	8
PREMIÈRE PARTIE	10
L'IUEM dans le paysage français	20
I. La recherche et la formation océanographique en France : un enjeu stratégique	10
II. L'Université de Bretagne Occidentale (UBO)	11
1. Genèse de la création de l'Institut universitaire dans le domaine de la mer	11
2. Un positionnement spécifique en France	12
III. Une mission essentielle de recherche d'enseignement et d'observation	13
1. La Recherche	14
2. Les formations	16
2.1 Le master sciences de la mer et du littoral (SML)	16
2.1.1 Les Masters à finalité recherche	17
2.1.2 Les Masters à finalité professionnelle	17
2.2 École Doctorale des Sciences de la mer (EDSM)	17
3. l'Observations	18
4. Organigramme de l'IUEM	19
DEUXIÈME PARTIE	20
La communication à l'IUEM	20
I. De l'obligation de communiquer dans les instituts de recherche et de formation	20
1. Aperçu sur les rapports Science / Société	20
2. Impératif de communiquer	22
3. Service public et communication	23
II. Activités de communication à l'IUEM	24
1. Histoire de la communication au niveau de l'IUEM	24
2. Mise en place d'un service Communication et médiation scientifique	24
3. Constitution d'une équipe	25
4. Les outils de communication	25
5. Les publics	26
III. Les partenaires et acteurs institutionnels dans la région	26
1. Les partenaires institutionnels	26
1.1 Les partenaires scientifiques	26
1.2 Les partenaires de cultures scientifique	28
2. Les relations avec la presse	29

TROISIÈME PARTIE	30
Pour un développement de la communication dans le cadre du partenariat scientifique	30
I. Approche d'étude.....	30
1. Démarche méthodologique	31
2. Définition du concept de partenariat	31
II. L'enjeu dans le partenariat de l'IUEM.....	32
1. Le service des relations internationales et des partenariats (SRIP) :	32
2. Les réformes en tant qu'incitation aux partenariats	33
3. L'enjeu communicationnel global dans le partenariat de l'IUEM.....	35
III. Un cas particulier : le partenariat IUEM/IMROP	38
1. Cadre de coopération entre la France et la Mauritanie	38
2. Présentation de l'IMROP	39
3. Des activités à fortes tendances partenariales	39
4. Contexte du partenariat : La convention-cadre UBO/IUEM-IMROP	40
5. Projets actuels de recherche réalisés en Partenariat	40
5.1 Le projet Pacoba.....	42
5.2 Le projet Amphore	43
6. Enjeux scientifiques du partenariat	43
IV. Perspective de communication scientifique pour la Mauritanie	44
1. Contexte national de communication scientifique	44
2. Pratique de communication à l'IMROP	45
3. Perspective de collaboration en communication scientifique	46
3.1 Publications scientifiques et partenariats	46
3.2 Pour une médiatisation de la pêche en Mauritanie	48
3.3 Communication et Gestion intégrés des écosystèmes.....	51
3.4 Développement de la culture scientifique en Mauritanie.....	54
Conclusion	56
Bibliographie	57
Annexes	60
Annexe 1 : Participation au activités du Service CMS	61
Annexe 2 : Grille d'interview.	64
Annexe 3 : Listes des personnes interviewées :.....	66
Annexe 4 : Résumé des interviews	68
Annexe 5 : Résumé des réunions avec les laboratoires	73
Annexe 6 : Corpus d'articles consultés sur le site web du Cridem	76
Annexe 7 : communiqué	78

Introduction

Les écosystèmes marins¹ font l'objet de beaucoup de préoccupations scientifiques et politiques. Beaucoup d'activités humaines et environnementales menacent les ressources halieutiques et ont des conséquences sur la biodiversité : surexploitation, pollution, réchauffement climatique. Le poisson qui constitue une source d'alimentation et de revenus pour des millions de personnes à travers le monde est en déclin et devient de plus en plus rare. Ainsi, la recherche océanographique a un rôle essentiel à jouer pour comprendre le fonctionnement des écosystèmes et proposer des solutions de protection de l'environnement.

Avec ses départements et collectivités d'outre-mer, la France a accès à tous les océans ; sa zone économique exclusive (ZEE), s'étend sur 11 millions de kilomètres carrés d'espaces maritimes (plus de 96 % sont outre-mer). Elle est donc le deuxième espace maritime après les États-Unis et dispose d'un réel potentiel dans ce domaine. La recherche et la formation dans les sciences de la mer y occupent ainsi une place importante avec plusieurs organismes de recherche maritime dont l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (Ifremer), le Service hydrographique et océanographique de la Marine (SHOM) et l'Institut universitaire européen de la mer (IUEM) qui a la spécificité d'être le seul organisme pluridisciplinaire de formation, de recherche et d'observation en science de la mer et des océans.

Dans le contexte de réforme du système français de recherche et d'enseignement supérieur, de construction de l'espace européen, de globalisation des crédits de la recherche, le partenariat au niveau national et international s'impose à tous les acteurs de la recherche. La collaboration scientifique associe des organismes d'un même pays et des organismes de pays différents. Beaucoup d'accords de partenariat d'organismes français sont signés avec des organismes européens, américains, mais aussi des pays du sud (Afrique, Amérique latine et centrale et Asie).

Depuis plusieurs années maintenant, une convention² de partenariat existe entre l'Institut Mauritanien de Recherches Océanographiques et des Pêches (IMROP) et l'Institut de recherche

¹ Ministre d'Etat chargé de la mer, (2009). Livre bleu : Stratégie nationale pour la mer et les océans, 41p.

² Le 3 mai 2010 à Dakar, Jean-Marc Hougard, Représentant de l'IRD au Sénégal et Mohamed M'bareck Ould Soueilim le directeur de l'IMROP, ont signé un nouvel accord cadre de coopération scientifique et technique. Le renouvellement de l'accord cadre entre ces deux structures pour une durée de cinq années 2010-2015. Une collaboration qui permet de mieux valoriser les résultats de la recherche grâce à des projets de recherche communs et des services pour le renforcement des moyens analytiques de l'IMROP.

pour le développement (IRD). Tout récemment, une autre convention de partenariat a été signée en novembre 2009 entre l'IUEM à travers sa tutelle l'Université de Bretagne Occidentale (UBO) et l'IMROP.

Ce mémoire se veut ainsi une réflexion autour du partenariat entre l'IUEM et l'IMROP. Travaillant en tant que communicant dans le même domaine de la recherche océanographique et des pêches à l'IMROP, et dans un souci aussi d'appliquer la formation reçue dans le cadre du master en communication scientifique et technique, je me suis intéressé à essayer de comprendre les enjeux communicationnels de ce type de partenariat entre un institut du Nord et un institut du Sud. Quel rôle la communication peut-elle jouer ? Comment développer ou questionner la communication de la science dans les projets de recherche océanographique ? Quelle perspective ou quelle forme pourrait prendre la communication scientifique dans ce partenariat ?

Cette étude m'aidera à intégrer les problématiques et enjeux variés des sciences de la mer, au niveau de la formation, de la recherche, et la préoccupation sociétale qui peuvent exister dans ce secteur afin de proposer une analyse stratégique de ce partenariat :

- Dans une première partie, je vais présenter brièvement l'IUEM, et son organisation ;
- Dans la seconde partie, j'analyserai les enjeux de la mise en place d'un service de communication et médiation scientifique à l'IUEM ;
- Dans une troisième partie, je vais essayer de questionner le partenariat IUEM-IMROP d'une manière générale et plus particulièrement de répondre aux questions d'enjeux et de perspective que peut prendre la communication scientifique dans ce partenariat.

PREMIÈRE PARTIE

L'IUEM dans le paysage français

I. La recherche et la formation océanographique en France : un enjeu stratégique

Les ressources halieutiques sont la première richesse tirée de la mer avec 81,9 millions de tonnes pêchées en 2006³ qui servent essentiellement à l'alimentation humaine. Le secteur de la pêche fait vivre plus de 200 millions de personnes dans le monde. La mer offre des ressources minérales offshore, l'exploitation des mers comme source d'énergies nouvelles renouvelables etc. Tous ces facteurs font que la mer est plus que jamais un enjeu et un espace géostratégique⁴. La France est le deuxième espace maritime mondial avec une Zone Economique Exclusive (ZEE) qui représente 20 fois la surface terrestre du territoire national. La flotte de recherche française est constituée de 16 navires hauturiers et côtiers hors embarcations de station (Bravo et Athane, 2006). Elle dispose de moyens très variés et les moyens navals en constituent l'essentiel. On trouve entre autre des outils d'observation par satellites, les stations sous-marines ou encore les engins sous-marins commandés à distance. La recherche marine est déjà un domaine d'excellence reconnu mondialement. La formation occupe une place importante grâce aux niveaux des instituts, des laboratoires. La recherche et la formation océanographique et marine sont des activités pluridisciplinaires qui couvrent de nombreux domaines de recherche pure et appliquée, tels que connaissance du globe, halieutique, climatologie, bathymétrie, pollutions marines, production d'énergie, etc. En général, le travail se fait dans le cadre des UMR⁵ ou d'EA⁶. L'ambition de développer la recherche océanographique et marine au niveau national et international est clairement inscrite dans la stratégie nationale de recherche et d'innovation qui souhaite l'élargir désormais vers les sciences humaines et sociales, et le soutien à l'innovation dans les domaines des ressources naturelles marines, de la gestion intégrée et des activités maritimes (MESR, 2009). Elles ont à la fois une dimension scientifique, sociale, environnementale, économique, technologique et industrielle. Ainsi dans le livre bleu, le premier ministre français, François Fillon, explique comment les océans sont

³ FAO, 2009. La situation mondiale des pêches et de l'aquaculture. 194 p. (<ftp://ftp.org/docrep/fao/011/i0250f/i0250f.pdf>)

⁴ op cit.

⁵ Une unité mixte de recherche (UMR), en France, est une entité administrative créée par la signature d'un contrat d'association d'un ou de plusieurs laboratoires de recherche d'un établissement d'enseignement supérieur (notamment d'université) ou d'un organisme de recherche avec le Centre national de la recherche scientifique (CNRS).

⁶ Equipe d'accueil

encore mal connus dans leur fonctionnement, leur richesse et leur vulnérabilité. Il présente l'ambition de la France présente sur tous les océans, sous toutes les latitudes, et responsable d'immenses espaces de mer placés sous sa juridiction, de retrouver pleinement sa vocation maritime.

II. L'Université de Bretagne Occidentale (UBO)

L'Université de Bretagne Occidentale est un établissement d'enseignement supérieur pluridisciplinaire. Il dispense des formations en Sciences et Techniques, Médecine, Odontologie, Lettres et Sciences Sociales, Droit, Économie et Gestion, Sport et Éducation physique. Elle se positionne comme pôle d'excellence de recherche et d'enseignement supérieur de rang international en construisant ses forces et son attractivité sur les investissements pour la recherche, l'innovation et l'exploitation des connaissances. Cette année, l'UBO accueille plus de 20 000 étudiants dans ses 6 sites (Brest, Quimper, Morlaix, Saint-Brieuc, Vannes, Rennes). Parallèlement à ces formations "classiques", l'université propose des formations professionnelles, en relation avec le contexte économique de la région Bretagne maritime qui constitue un atout supplémentaire pour son avenir. L'UBO est un membre de l'UEB (Université Européenne de Bretagne), un des 9 Pôles de Recherche et d'Enseignement Supérieur créé par décret en mars 2007. Elle souhaite développer un rayonnement international, notamment dans le cadre du réseau des universités européennes, en participant à des salons internationaux, en favorisant la mobilité de ses scientifiques à l'étranger et l'accueil d'étudiants et de chercheurs étrangers. L'IUEM constitue un des 12 instituts d'enseignement de l'UBO.

1. Genèse de la création de l'Institut universitaire dans le domaine de la mer

L'IUEM est une institution universitaire de recherche, d'enseignement et d'observation dans le domaine des Sciences de la mer et du littoral. Elle s'étend sur 1100 mètres carrés de locaux modernes (salles expérimentales, laboratoires d'analyse, bureaux, salles de cours et amphithéâtre) au bord de l'Atlantique. C'est aussi des implantations au sein des autres composantes de l'UBO et au sein de laboratoires mixtes de l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (Ifremer). Son histoire est liée à la situation géographique de la Bretagne maritime ; mais aussi à la création de programmes globaux impliquant l'océan en Europe. L'une des principales motivations de l'UBO était de donner une visibilité à son « axe Mer » en créant un institut spécialisé en recherche, enseignement et observation océanographiques et marines dans la région bretonne. C'est

dans ce contexte que s'est officiellement créé en 1997, l'Institut universitaire européen de la mer (IUEM).

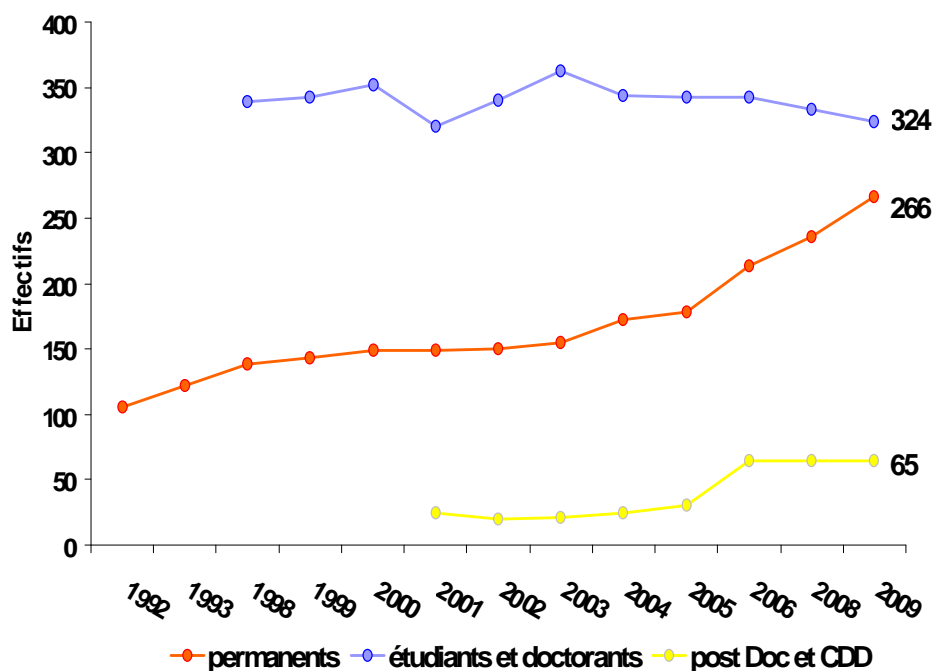
L'institut accueille les laboratoires et les enseignements « marins » de l'UBO. Le projet de création de l'IUEM a été lancé par Paul Tréguer⁷ en 1991 pour dynamiser et amplifier la recherche universitaire brestoise en sciences de la mer en lui donnant une visibilité nationale et internationale. Depuis sa création, l'IUEM a reçu du ministère de la Recherche et de l'Enseignement supérieur, du Centre national de la recherche scientifique (CNRS), et des collectivités territoriales, un soutien fort, qui lui a permis de devenir aujourd'hui un organisme de renommée internationale.

2. Un positionnement spécifique en France

Avec 266 personnels permanents composés de 172 chercheurs et enseignant-chercheurs, 94 ingénieurs et techniciens et 325 étudiants en master et doctorat (dont 18 % d'étrangers) en 2009, l'IUEM est le seul institut français à la fois de recherche, de formation et d'observation dans le domaine des sciences de la mer. Il est composé de 7 laboratoires de recherche (6 UMR et 1 EA). Avec son potentiel de recherche, son domaine spécifique d'enseignement (Sciences de la mer et du littoral), ses missions d'observation côtière et hauturière, et sa pluridisciplinarité qui s'étend des Sciences de l'Homme aux Sciences de l'Univers, l'IUEM est un creuset de Sciences Marines unique à l'échelon mondial. Son budget⁸ de fonctionnement annuel tourne autour de 500 k€/an (hors laboratoires).

⁷ Paul Tréguer est l'ex-directeur de l'institut. Professeur émérite, *IUEM*, Université de Bretagne Occidentale, Brest. Il a piloté le réseau européen d'excellence EUR-OCEANS (impacts du changement climatique sur les écosystèmes marins) de 2005 à 2008.

⁸ IUEM, 2006. Programme pluri-formations fédération de recherche CNRS.



Répartitions de l'effectif de l'IUEM en fonction du statut des personnes⁹ :

III. Une mission essentielle de recherche d'enseignement et d'observation

La formation et la recherche dans le domaine de l'océanographie sont des activités très dynamiques dans la région bretonne. L'océanographie est la science qui étudie les océans et les mers. Les recherches dans ce domaine s'intéressent à un très grand nombre de sujets, incluant la tectonique des plaques, les grands cycles biogéochimiques, les courants océaniques, les organismes et les écosystèmes marins ou encore les liens entre océans et modifications climatiques. Ces domaines variés reflètent la multitude de disciplines que les océanographes intègrent afin de comprendre l'interdépendance qui existe entre la biologie, la géologie, la météorologie et la physique de l'océan. Les formations dispensées dans ce domaine, au niveau de l'université, s'intéressent aux quatre branches de l'océanographie : la biologie marine qui étudie la faune et la flore des océans ainsi que leurs interactions écologiques, l'océanographie chimique étudie la chimie des océans, la géologie marine étudie la géologie du fond des océans dont la tectonique des plaques, l'océanographie physique qui étudie les caractéristiques physiques des masses d'eaux.

L'institut regroupe l'ensemble des laboratoires de l'UBO, qui relèvent des Sciences de l'univers, des Sciences de la vie ou des Sciences de l'homme et de la société, dont l'objet de recherche est en

⁹ Extrait de la présentation faite par le directeur de l'IUEM, le 13 novembre 2009 lors de la journée prospective UBO.

lien avec la mer. Son objectif est d'accroître la connaissance du monde marin, d'étudier, d'observer les interactions de ce monde marin avec l'atmosphère et les espaces continentaux, de former des chercheurs et des cadres dans ces domaines, de contribuer à comprendre les modifications, naturelles ou causées par l'homme, dans ce milieu. L'IUEM est un Observatoire des sciences de l'univers (OSU), dépendant de l'Institut national des sciences de l'univers (INSU/CNRS).

1. La Recherche

Pour réaliser ses objectifs de recherche, d'enseignement et d'observation, l'IUEM dispose de 7 unités de recherche dans les domaines de la physique, de la chimie, de la biologie, des géosciences, de la géographie, du droit et de l'économie.

Laboratoire Domaines Océaniques (DO)

C'est un laboratoire de recherche en Sciences de la terre. Il s'intéresse à la genèse et l'évolution des domaines océaniques par une approche pluridisciplinaire de la géologie structurale, de la géophysique, de la pétrologie, de la géochimie isotopique, de la sédimentologie et de la paléontologie, des rifts continentaux aux dorsales océaniques, de la plateforme continentale aux bassins profonds, des points chauds aux îles volcaniques, et des marges passives aux marges actives. Le laboratoire regroupe près de 80 personnes, dont 35 chercheurs et enseignants-chercheurs, 19 ingénieurs, techniciens et personnels administratifs, une vingtaine de doctorants, et quelques post-doctorants et visiteurs.

Laboratoire de Physique des Océans (LPO)

Le LPO est créé en janvier 1991. C'est une unité mixte de recherche CNRS/Ifremer/IRD/UBO (UMR6523). Il est localisé sur deux sites : sur le Centre de Brest de l'Ifremer et à l'UBO. Le personnel et le financement viennent des quatre organismes de tutelles. Le laboratoire a des missions d'enseignement et de recherche. Les objectifs scientifiques du LPO sont associés à la production de connaissance sur les mécanismes contrôlant la dynamique des océans à différentes échelles de temps et d'espace, en privilégiant trois volets de recherche : les mécanismes de la dynamique océanique, les changements climatiques, la compréhension des échanges "hauturier-côtier" pour aborder la régionalisation des impacts des changements climatiques sur les marges et les écosystèmes.

Laboratoire de Microbiologie des environnements extrêmes (LM2E)

Le LM2E est une unité mixte de recherche CNRS, Ifremer et UBO. Il est implanté sur le site du Technopole Brest-Iroise, ses moyens sont répartis sur deux campus adjacents : le Centre Ifremer de Brest et l'IUEM. Ses moyens humains et financiers viennent de ces 3 organismes de tutelle. Le LM2E travaille sur des programmes de recherche en microbiologie des environnements extrêmes, principalement océaniques (flux d'azote, composés halocarbonés, métaux traces, chimie analytique).

Laboratoire des Sciences et de l'environnement marin (LEMAR) :

Le LEMAR est rattaché au Département des Sciences de l'univers du CNRS, Il regroupe des biologistes, des chimistes et des physiciens qui ont pour objectif de comprendre et de modéliser les systèmes marins au sein de la biosphère, de définir les caractéristiques du milieu et des organismes, pour comprendre leurs interactions. C'est un laboratoire multidisciplinaire qui s'intéresse aux diverses composantes du domaine marin. Les activités de recherche concernent donc les sciences de l'univers. Elles s'inscrivent dans les grands programmes scientifiques nationaux internationaux : IGBP (JGOFS, LOICZ, GLOBEC, IMBER, SOLAS), PNEC, en développant une politique d'insertion européenne. Les chercheurs du LEMAR participent à la diffusion des connaissances en direction du public à travers la production de documents, la participation à des expositions, des cycles de conférences, l'implication dans les rendez vous de culture scientifique.

Géographie des interactions nature et société en milieu littoral (GEOMER)

Ce laboratoire constitue la partie brestoise de l'UMR 6554 LETG (Littoral, Environnement, Télédétection, Géomatique). Ses activités de recherche s'inscrivent dans le vaste champ de la géographie humaine, de la géographie physique et de la géomatique. Elles concernent l'environnement littoral des écosystèmes tempérés et tropicaux. L'équipe affiche clairement sa vocation pluridisciplinaire par l'origine de ses chercheurs et ingénieurs (cartographie, écologie, géographie, géologie) et par l'ouverture de ses collaborations aux champs disciplinaires des sciences de l'homme, de la vie et de l'univers, ainsi qu'aux sciences physiques pour l'ingénieur. L'équipe du Laboratoire participe aux enseignements du Master Sciences de la Mer et du Littoral et accueille les étudiants de l'Ecole Doctorale des Sciences de la Mer (EDSM) de l'IUEM.

Laboratoire d'Ecophysiologie et biotechnologie des halophytes et des algues marines (LEBHAM)

Le LÉBHAM est une équipe d'accueil (EA). Ses thèmes de recherche du LÉBHAM se situent dans le domaine de la physiologie et de la biochimie des halophytes et des algues marines en relation avec leur environnement. L'accent est mis sur la connaissance et le suivi des peuplements végétaux de l'environnement côtier breton. D'autre part, un aspect important des travaux réside dans l'étude de substances d'intérêt écophysiologique et économique (polysaccharides pariétaux, substances de stress, molécules bioactives). L'originalité du laboratoire est la forte implication de son équipe de recherche dans le domaine de la valorisation des algues marines et des halophytes, grâce à plusieurs programmes de recherche en collaboration avec des entreprises représentatives de la filière algue en Bretagne et des entreprises internationales.

Aménagement des usages des ressources et des espaces marins et littoraux (AMURE)

L'Unité mixte de recherche AMURE a été créée en association des équipes du Département d'Économie maritime de l'Ifremer et du Centre de Droit et d'Économie de la Mer (CEDEM). Son objet central est l'analyse économique et juridique des politiques publiques intéressant les activités maritimes et les espaces marins et littoraux. Rassemblant un groupe de plus de 35 chercheurs et enseignants-chercheurs en économie et en droit, l'UMR-AMURE constitue un centre important de recherche et de formation par la recherche, sur les enjeux du développement durable des activités maritimes et des espaces marins et littoraux, les politiques publiques associées à ces enjeux et leurs impacts sur l'évolution des usages des écosystèmes.

2. Les formations

L'IUEM propose une offre de formation au niveau du master en science de la mer et du littoral (SML) et au niveau école doctorale des sciences de la mer (EDSL) :

2.1 Le master sciences de la mer et du littoral (SML)

Le master sciences de la mer et du littoral est un master pluridisciplinaire à double finalité (recherche et professionnelle). La formation est adossée aux 7 laboratoires de recherche de l'IUEM, à d'autres unités extérieures (UMR SMART, UMR ESE), mais aussi à ceux de l'Ifremer, dont les laboratoires de recherche sont systématiquement impliqués dans les enseignements et dans les stages de 1^{re} et 2^e années du Master SML.

Le Master offre deux finalités à l'issue de la formation : une finalité recherche et une finalité professionnelle.

2.1.1 Les Masters à finalité recherche

- Sciences chimiques de l'environnement
- Sciences biologiques marines
- Géosciences Océan
- Physique et mécanique des milieux continus (fluides, matériaux, structures, terre, océan, atmosphère) ; 2 spécialités : Géophysique marine, Physique océan-atmosphère)
- Expertise et gestion de l'environnement littoral
- Droit des espaces et des activités maritimes
- Économie des ressources marines et de l'environnement littoral

2.1.2 Les Masters à finalité professionnelle

- Expertise et gestion de l'environnement littoral
- Droit des espaces et des activités maritimes
- Économie des ressources marines et de l'environnement littoral

2.2 École Doctorale des Sciences de la mer (EDSM)

Elle a été créée en 1992 et a pour vocation d'assurer la formation à la recherche et par la recherche de docteurs dans le domaine des Sciences de la mer, par des enseignements de hauts niveaux (cours, colloques, séminaires, écoles d'été ...) et par une recherche de pointe dans les laboratoires ou les équipes d'accueil. Actuellement, l'école doctorale est constituée de 28 laboratoires répartis au niveau national et international. Elle organise des cycles de formations de séminaires communs, dits « spectre large », sur les thèmes susceptibles d'intéresser l'ensemble de la communauté des doctorants. Elle favorise aussi les échanges de doctorants avec les autres centres de recherche océanographique français ou étrangers et particulièrement avec les universités européennes. Huit champs disciplinaires sont ainsi proposés :

1. Sciences chimiques et environnement marin
2. Sciences biologiques marines
3. Microbiologie des milieux marins et extrêmes
4. Géosciences Océan
5. Physique Océan-atmosphère
6. Géographie, spécialité expertise et gestion de l'environnement littoral
7. Droit
8. Économie des ressources marines et de l'environnement littoral

3. l'Observations

Pour décrire et comprendre l'environnement océanique et côtier, il est nécessaire de mener des séries d'observations sur le long terme. L'IUEM développe ses observations dans 3 domaines spécifiques :

- **Observatoire de l'environnement côtier**

L'objectif est de décrire la variabilité physique, chimique et biologique de milieux littoraux typiques de l'Europe occidentale, et de faire la part, dans cette variabilité, des impacts dus aux fluctuations climatiques à grandes échelle (notamment Oscillation Nord Atlantique) et de phénomènes anthropiques à petite échelle.

- **Observatoire du domaine océanique**

Cet observatoire a pour but de comprendre la dynamique des processus géologiques actifs, le suivi des variations climatiques et de circulation des masses d'eau de l'Océan Atlantique et le suivi de l'activité de la Terre par la mise en place de séries de fond permanentes dans le Pacifique.

- **Observatoire économique régional des pêches**

Ce dernier observatoire s'inscrit dans le cadre national. Il consiste en un suivi régulier depuis 2000 de la conjoncture économique de la pêche en Bretagne via une base de données contenant 800 bateaux pour collecter les données économiques des groupements de gestion et des données de production des organisations de producteurs.

4. Organigramme de l'IUEM

L'IUEM fonctionne sous l'autorité du conseil d'administration qui comprend 34 membres constitués de personnalités extérieures, d'enseignants-chercheurs, des étudiants, d'ingénieurs et personnels des services communs.

Pour réaliser ses activités, l'IUEM s'appuie sur des services multi-organismes (pôle de spectrométrie, pôle de calcul scientifique, pôle de documentation (Bibliothèque La Pérouse) qui sont à tutelle mixtes (Ifremer/UBO/IUEM/IRD). L'institut dispose aussi d'un certain nombre de service communs (service informatique, service scolarité, service moyens à la mer, service des relations internationales et recherche partenariale, service d'observation, pôle Image). Le service communication et médiation scientifique fait partie de ces services communs.

CONSEIL D'ADMINISTRATION Président : C. Claramunt		
CONSEIL SCIENTIFIQUE Président : E. Calais Vice-Présidente : A-M Tréguier	DIRECTION Directeur : Yves-Marie Paulet Directrices adjointes : M Maïa & A. Cudennec	CONSEIL DES DIRECTEURS
ENSEIGNEMENT	RECHERCHE	OBSERVATION
ECOLE DOCTORALE DES SCIENCES DE LA MER Dir : C Hémond Dir adjoint : D Bailly	UMR 6539 LEMAR Dir : L Memery	OBSERVATOIRE L Memery & C. Delacourt
	UMR 6538 DOMAINES OCEANIQUES Dir : J-Y Royer	
MASTER SCIENCES DE LA MER ET DU LITTORAL Dir : J Deverchère Dir adjoint : L Brigand	UMR 6197 LM2E Dir : D. Prieur	Pôle Image F. Gourmelon C. Delacourt
	UMR 6523 LPO Dir : C. Roy	
UNITE DE SERVICE		
SERVICES UMS 3113 Directeur : Yves-Marie Paulet		
PROGRAMMES ACCUEILLIS		
INTERNATIONAL PROJECT OFFICE IMBER/IGBP Executive Director : L. Madisson	GIS EUROPOLE-MER Président : P. Tréguer Directrice : S. Thomas	CONSORTIUM EUR-OCEANS Coordinateur Scientifique : Paul Tréguer

DEUXIÈME PARTIE

La communication à l'IUEM

I. De l'obligation de communiquer dans les instituts de recherche et de formation

1. Aperçu sur les rapports Science / Société

Comme le dit Bruno Latour : « si on étudie la science, on étudie la recherche » (Latour, 2001); nous allons donc utiliser le concept de science qui nous paraît plus représentatif dans notre raisonnement d'une manière générale pour parler de la recherche.

Dans son ouvrage intitulé *Science, argent et société*, Dominique Pestre montre bien comment les rapports science / société ont beaucoup évolué ces trente dernières années. L'exemple des questions sur les grands équilibres de la planète (effet de serre, trou d'ozone, pollution, déchets nucléaires etc.), de l'environnement et du développement durable préoccupent les populations. D'autres questions comme la reproduction humaine assistée, les biotechnologies humaines, le clonage, l'introduction des organismes génétiquement modifiés etc. posent non seulement des questions scientifiques mais interpellent sur la légitimité de certaines pratiques et les conséquences en termes d'éthique des avancées scientifiques. Ainsi, le régime d'existence et de relation science / société a connu des mutations significatives amenant des transformations complexes et diffuses dans l'épaisseur du « corps social » comme le rapport de l'individu au collectif ou de la morale au politique. La science est l'objet aussi de questionnements au niveau social et politique sur les mécanismes de production de connaissance. La société civile s'inquiète aussi sur les incidents potentiels et les choix de développement économique notamment au niveau local en termes de régulation sociale et de risques. La pratique des sciences ne relève plus du seul ordre économique mais aussi de choix politiques et éthiques, de choix du type de société et du lien au collectif que souhaite l'individu. Les militantismes et les solidarités sociales se transforment, leurs formes d'action se différencient et les politiques de développement glissent massivement, au niveau international, des acteurs d'États aux ONG (Pestre, 2003).

A l'aune de ces changements survenus dans l'espace public¹⁰, la communication scientifique porte désormais sur les questions considérées comme publiques et sociales. Les pratiques de communication impliquent désormais des échanges et même la prise en compte d'opinions diverses,

¹⁰ op cit.

la diffusion et la mise en discussion de la production scientifique. La communication scientifique devient de plus en plus importante pour l'éclairage qu'elle apporte à des questions considérées comme publiques ou sociales. Elle implique désormais des échanges et même la prise en compte d'opinions diverses dans les moments de discussion dialogique¹¹. Les politiques ont compris qu'il faut donc repenser et replacer la communication scientifique en rapprochant recherche, innovation et société. C'est ainsi que la stratégie nationale de recherche et d'innovation (SNRI) place les sciences humaines et sociales au cœur du processus de « *publicisation de la science* » (Pailliant, 2005). Elle affirme qu'il « revient aux sciences humaines et sociales, de façon spécifique, de penser les nouvelles échelles du temps et de l'espace qui reconfigurent à la fois les pratiques sociales, l'économie et les pratiques scientifiques, et d'enrichir le débat public à travers lequel se construit le lien entre la science et la société » (MESR, 2009).

Ainsi, dans le cadre de la réforme de la recherche et de l'enseignement, les institutions scientifiques comme l'IUEM ont l'obligation de mettre en œuvre une politique globale de communication scientifique et technique, pour rendre accessibles les sciences et techniques au plus grand nombre. Elles doivent favoriser la création et la diffusion de la culture scientifique par la circulation et l'échange de l'information scientifique, afin de lutter contre le délaissement des études scientifiques par les jeunes, de valoriser les activités des partenaires et acteurs régionaux. Comme le souligne Pierre Fayard, il ne s'agit plus seulement de vulgarisation, mais de « *communication scientifique publique* » qui répond à un besoin de contrôle social sur l'activité scientifique et d'impératif de communication (Fayard, 1995). Bernard Miège affirme aussi « *l'impératif de communication* » qui saisit les États, les entreprises et les organisations et l'émergence de stratégies de communication de plus en plus perfectionnées à destination du public et des acteurs. Il montre comment les laboratoires et les agences publiques se sont dotés ces dernières années, de ressources matérielles, techniques et humaines de plus en plus en plus adaptées pour réaliser des stratégies de la communication scientifique publique donc les objectifs communicationnels sont la mise en visibilité de leur activité auprès des instances de décision et la participation à la diffusion et à la valorisation des savoirs (Miège, 2005). Tout récemment, Michel Claessens montre comment la science est aujourd'hui à tous les niveaux de la société et que les citoyens, en retour, expriment leur crainte, leur souci ou simplement leurs questions (Claessens, 2009).

¹¹ Cours : sciences et technique dans la sphère publique, ICM.

2. Impératif de communiquer

La formation et la recherche jouent un rôle essentiel actuellement. Avec plus de 210 000 chercheurs, et près de 800 000 ingénieurs et scientifiques en 2009, la SNRI explique bien l'ambition de l'État français de remettre la recherche et l'innovation au cœur de la société et de l'économie françaises en associant « *progrès scientifique* » et « *progrès social* ». La société doit être associée dans la recherche et l'innovation qui n'est pas seulement technologique pour qu'elle « *soit prête à accueillir le progrès scientifique et technique* » et qu'un dialogue permanent s'instaure entre les citoyens et les scientifiques. Elle se veut une stratégie nationale pour réaffirmer la valeur sociale de la recherche et de l'innovation, et renouer le dialogue entre « science et société ». Les sciences humaines et sociales et notamment la communication sont placées au cœur de la recherche et de l'innovation par l'analyse qu'elles font des attentes sociales, culturelles et sociales.

Selon l'article 24 de la loi n° 82-610 du 15 juillet 1982, les métiers de la recherche concourent à une mission d'intérêt national par le développement des connaissances, leur transfert et leur application pour contribuer au progrès de la société. La mission des chercheurs est de participer « *à la diffusion de la culture et de l'information scientifique et technique. Ils assurent, le cas échéant, la conservation et l'enrichissement des collections confiées aux établissements et peuvent être chargés des questions documentaires. Ils contribuent au sein de la communauté scientifique et culturelle internationale à la transmission des connaissances et à la formation à la recherche et par la recherche* »¹². Les travaux menés par Bruno Latour¹³ et Dominique Vink¹⁴ en anthropologie et philosophie des sciences ont montré le rôle fondamental de la communication dans la recherche, notamment dans la diffusion de l'information et de la culture scientifique et technique au sein de la population, et des jeunes plus particulièrement (Vink, 2007). Pour Michel Claessens, communiquer la science implique d'aller bien au-delà des aspects purement techniques et des recettes à appliquer dans tout travail de recherche. Il pense qu'il faut bien s'intéresser aux questions et inquiétudes du public, mais aussi à la quête du chercheur, à ses attentes, à ses incertitudes en prenant au sérieux la formation des jeunes chercheurs et en travaillant en collaboration avec les chercheurs eux-mêmes (Claessens, 2009).

Ainsi, l'IUEM en tant que service public doit communiquer sur les activités de recherche, de formation et d'observation. Il doit mettre l'information scientifique à la disposition des citoyens. La mise en place d'une équipe de communication s'inscrit dans ce cadre.

¹² Décret n° 84-431 du 6 juin 1984 relatif au statut des enseignants-chercheurs

¹³ op cit.

3. Service public et communication

Il nous a semblé nécessaire de parler de la notion de service public dans cette partie pour situer le statut de l'IUEM, établissement sous la tutelle de l'université de Bretagne Occidentale, et exerçant une mission de service public en utilisant un financement public octroyé par l'autorité de tutelle. L'activité du service public se définit comme une activité considérée d'intérêt général, et qui s'exerce sous le contrôle des pouvoirs publics (État, collectivités locales). « *La notion de service publique désigne juridiquement l'ensemble des activités, exercées par la puissance publique, dans le but de satisfaire des besoins sociaux devant être disponibles pour tous* »¹⁵. La fonction de la communication est bien reliée à celle du service public et de mise à disposition et de partage des informations. Elle correspond dans ce sens au rôle de la communication des organisations selon la définition de Thierry Libaert, quant elle vise « *l'amélioration de l'image, au renforcement de ses relations, à la promotion de ses produits ou services, à la défense de ses intérêts* » (Libaert, 2009). Dans son concept d'espace public, le philosophe Allemand Jürgen Habermas¹⁶, met en exergue la relation étroite qui existe entre le service public et la communication. Pierre Zémor¹⁷ définit la communication publique : « *Le domaine de la communication publique se définit par la légitimité de l'intérêt général. S'assurer de l'intérêt général implique la transparence* » (Zémor, 1995). Pour Laurent Chicoineau les préoccupations stratégiques dans la culture scientifique des acteurs peuvent correspondre par exemple au niveau de la formation, aux préoccupations d'acteurs comme les enseignants de lutter contre une certaine désaffection des jeunes pour les études de carrières scientifiques. Elles correspondent au niveau de la recherche, aux inquiétudes face aux difficultés de financement et des inquiétudes sociétales et des oppositions croissantes des citoyens à entreprendre ou poursuivre certaines recherches (Chicoineau, 2005). Il rejoint en ce sens Bernard Miège quant il explique que d'une manière générale : « *l'activité scientifique courante relève pour une large part de l'ordre communicationnel ; et ce qui s'échange porte pour partie sur des questions qui relèvent de l'échange d'opinion sur les rapports entre sciences et sociétés et pas seulement sur des thématiques et des fonctionnements rattachées à la recherche scientifique* » (Miège, 2005). Le domaine de la communication est large mais nous allons spécifiquement analyser la communication scientifique d'une structure de recherche scientifique et d'enseignement.

¹⁵ http://fr.wikipedia.org/wiki/service_public

¹⁶ Jürgen Habermas, 1981. *Théorie de l'agir communicationnel est un essai de sociologie*.

¹⁷ Pierre Zémor, 1995. *La communication publique*, PUF, Que sais-je, 17 p.

II. Activités de communication à l'IUEM

1. Histoire de la communication à l'IUEM

Depuis sa création, l'IUEM a mené des activités de communication. Au niveau de la direction de l'institut, c'est l'assistante du directeur qui se chargeait de la communication qui était essentiellement institutionnelle. Cette dernière s'occupait aussi de la réalisation et de la diffusion sur le site internet de la lettre de l'IUEM qui est une lettre d'information hebdomadaire interne. Elle préparait aussi la communication événementielle (relation presse, édition de dépliants, de posters, etc.) de l'institut lors des colloques, réunions, séminaires et autres activités.

En plus de cela, chaque laboratoire de recherche dispose d'un correspondant communication qui était le référent pour tous ce qui concerne la communication du laboratoire. Le référent qui est en général un chercheur, avait pour rôle essentiel d'organiser l'activité de communication institutionnelle et scientifique du labo qui peut s'étendre de l'organisation de manifestations scientifiques, l'édition de documents de communication à la réalisation d'actions de culture scientifique.

Parallèlement, certains chercheurs selon leur centre d'intérêt s'investissaient sur des actions de vulgarisation et de culture scientifique (actions jeunes et grand public à l'occasion...).

La première grande action de communication de l'institut s'est déroulée en 2007 lors de la célébration des « 10 ans de l'IUEM » qui a vu l'organisation de diverses manifestations de culture scientifique en partenariat avec le Centre de culture scientifique et technique Oceanopolis¹⁸. La direction a compris la nécessité de développer la communication scientifique et technique en l'intégrant dans la stratégie de l'institut, de façon visible et opérationnelle. C'est ainsi qu'en 2008, la création de la structure mutualisée unité mixte de service (UMS) a permis de mettre en place le Service Communication et médiation scientifique (SCM). C'est dans cette structure que j'ai effectué mon stage du 01/02/2010 au 15/06/2010 (cf. annexe 1).

2. Mise en place d'un service Communication et médiation scientifique

En installant son équipe de communication, l'IUEM affiche clairement son ambition de se positionner à travers ses activités marines en se dotant d'une identité propre au vu de sa spécificité mais aussi son contexte institutionnel et scientifique et son domaine particulier des sciences océanographiques et marines. La mission du Service de communication concerne la communication interne et externe et la médiation scientifique. Ses objectifs sont essentiellement de visibilité et de légitimation institutionnelle dans le secteur de la formation, de la recherche maritime

¹⁸ http://www.oceanopolis.com/2008_intro.php

et de l'observation au niveau local et national aux yeux de ses différents partenaires ou interlocuteurs nationaux et internationaux. Les objectifs communicationnels de l'IUEM peuvent se résumer ainsi :

- Développer la communication institutionnelle pour faire connaître l'institut ;
- Rendre attractives les formations proposées au niveau du master et de l'école doctorale ;
- Développer la communication scientifique en participant et en organisant des activités de médiation et de culture scientifique ;
- Développer la communication interne pour faire adhérer les agents à la vision stratégique de l'institut.

Le Service Communication et Médiation Scientifique (SCM) est sous la hiérarchie de la direction de l'IUEM. Ses objectifs essentiels sont de développer la communication de l'institut. L'équipe de communication vient d'être constituée. Elle a commencé à travailler en janvier 2010.

3. Constitution d'une équipe

Le service de communication est composé actuellement de 2 personnes : une chargée de communication qui vient du CNRS et un spécialiste en médiation scientifique qui vient de l'IRD.

- **Cecile Yven** était chargée de communication à la Délégation Bretagne et Pays de la Loire du CNRS à Rennes. Elle vient d'être affectée comme chargée de communication de l'IUEM, pour développer sa communication institutionnelle : relations presse (rédaction de communiqués de presse), communication interne et externe, organisation de manifestation, portes ouvertes, conférences.
- **Bertrand Gobert** est chercheur et spécialiste dans la médiation scientifique. Il a travaillé une vingtaine d'années dans des programmes de recherche en halieutique. Depuis quelques années maintenant, il s'est orienté vers la vulgarisation et la médiation scientifique dans le domaine de l'océanographie et des pêches. Il travaille sur le contenu et sur le message scientifique en préparant des rencontres de culture scientifique entre la science et le public : Fête de la science, Mois de la science de Brest, opérations "portes ouvertes", interventions en milieu scolaire ...

4. Les outils de communication

Le service de communication dispose des outils de communication actuels de l'institut : sites web, lettres d'information, plaquettes, dépliants, posters d'informations, rapports annuels. Les manifestations scientifiques (séminaires, colloques, conférences) constituent des moments pour communiquer avec les scientifiques au niveau international.

5. Les publics

L'IUEM, de par sa mission de recherche et de formation sur l'étude de l'environnement océanique, touche des publics divers parmi lesquels on peut citer :

- Les scientifiques : chercheurs et enseignants-chercheurs, ingénieurs essentiellement ;
- Les étudiants en enseignements marins de second et troisième cycle ;
- Les étudiants thésards dans le cadre de l'école doctorale en science de la mer ;
- Les institutions publiques ou privées et les associations (la tutelle, les départements ministériels, les collectivités territoriales, CCSTI...) ;
- Les professionnels de la pêche et du secteur de la mer et le grand public, composé de personnes s'intéressant à la mer ou aux activités maritimes ;
- Le personnel de l'institut via le portail d'un intranet, le service de messagerie et la lettre d'information ;
- Le grand public avec une communication essentiellement événementielle à travers la fête de la science, les journées portes ouvertes, les salons, les conférences, et la coordination d'événements avec les CCSTI et les associations.

III. Les partenaires et acteurs institutionnels dans la région

1. Les partenaires institutionnels

L'IUEM a toujours essayé de déployer des efforts en communication en collaboration avec ses partenaires présents dans la région Bretagne, notamment dans le cadre de la réalisation d'actions et de programmes d'animation communs (journée portes ouvertes, Fête de la Science, Journées de la Mer ...).

1.1 Les partenaires scientifiques

- **Le Centre national de la recherche scientifique (CNRS)** est un établissement de recherche public à caractère scientifique et technologique, placé sous la tutelle du Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. C'est le principal organisme de recherche à caractère pluridisciplinaire en France, le CNRS mène des recherches dans l'ensemble des domaines scientifiques, technologiques et sociétaux. Il couvre la totalité de la palette des champs scientifiques. Il produit du savoir et met ce savoir au service de la société. Le CNRS exerce son activité dans tous les champs de la connaissance, en s'appuyant sur plus de 1200 unités de recherche et de service. Le CNRS développe, de façon privilégiée, le partenariat et la collaboration entre spécialistes de différentes disciplines, et tout particulièrement avec

l'université, ouvrant ainsi de nouveaux champs d'investigations qui permettent de répondre aux besoins de l'économie et de la société.

- **Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (Ifremer)** : contribue par ses travaux et expertises à la connaissance des océans et de leurs ressources, à la surveillance du milieu marin et littoral et au développement durable des activités maritimes. À ces fins, il conçoit et met en œuvre des outils d'observation, d'expérimentation et de surveillance, et gère la flotte océanographique française pour l'ensemble de la communauté scientifique. L'Ifremer est source de connaissances, d'innovation, de données de surveillance et d'expertise pour le monde de la mer, à la fois en matière de politique publique et en matière d'activité socio-économique. Il est la seule structure de ce type en Europe.
- **L'Institut de recherche pour le développement (IRD)** : est un organisme de recherche original et unique dans le paysage européen de la recherche pour le développement. Il a pour vocation de mener des recherches au Sud, pour le Sud et avec le Sud. Ses chercheurs interviennent sur les grands enjeux mondiaux d'actualité : réchauffement climatique, maladies émergentes, biodiversité, accès à l'eau, migrations, pauvreté, faim dans le monde et contribuent par la formation au renforcement des communautés scientifiques du Sud.
- **GIS Europôle Mer** : Les instituts des sciences et techniques de la mer implantés en Bretagne. Le but est de devenir un pôle de recherche de tout premier plan, très visible et attractif au niveau mondial. Il est constitué de quinze organismes. Europôle Mer est devenu en avril 2006 un Groupement d'Intérêt Scientifique (GIS) reconnu par le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche et les organismes de recherche nationaux.
- **Service hydrographique et océanographique de la Marine (SHOM)** : Service public, le SHOM exerce les attributions de l'État en matière d'hydrographie nationale et de cartographie marine conformément aux obligations internationales de la France, définies notamment par la convention internationale SOLAS pour la sauvegarde de la vie humaine en mer et par la convention des Nations-Unies sur le droit de la mer. Elles s'appliquent en assurant le recueil, l'archivage et la diffusion des informations officielles nécessaires à la navigation maritime.

1.2 Les partenaires de culture scientifique

- **Maison de la mer de Lorient** : La Maison de la mer de Lorient est un centre de culture scientifique, technique et industrielle à vocation maritime, auquel participe l'ensemble des professionnels de la mer : Marine nationale, Port de Pêche, Port de Commerce, Port de Plaisance, Ifremer, IUT département "Sécurité en Mer". Les objectifs de la Maison de la Mer sont : informer et valoriser sur ce qui existe comme activités maritimes dans le Pays de Lorient, favoriser l'ouverture du système éducatif sur la vie maritime, créer un centre nerveux représentatif des activités maritimes, faire connaître les nouvelles technologies marines et favoriser l'innovation.
- **Océanopolis** : Océanopolis raconte l'histoire naturelle des océans vue par les scientifiques et expliquée au grand public. La spécificité de cette démarche, l'ambition et l'ampleur du site, la qualité de traitement des thématiques et de reconstitution des milieux sont à la base de la notoriété d'Océanopolis aujourd'hui. Vitrine de la recherche océanographique française, le contenu d'Océanopolis s'élabore en permanence en partenariat avec les grands instituts scientifiques et les professionnels de la mer : avec 60 % des chercheurs et ingénieurs océanographes français, Brest est la capitale nationale de l'océanographie.
- **Abret** : L'Association Bretonne pour la Recherche et la Technologie est un Centre de Culture Scientifique, Technique et Industrielle, à vocation régionale, s'appuyant sur les atouts de la recherche en Bretagne. L'association veut contribuer à l'animation culturelle de la Bretagne sur le plan scientifique et technique en favorisant les rencontres et les coopérations entre le monde de la recherche et les milieux socio-économiques. Elle souhaite provoquer des contacts et des collaborations entre le personnel de la recherche, les membres de l'enseignement secondaire et élémentaire, les partenaires sociaux et le public, susciter des études, analyses et débats sur les choix techniques et scientifiques ainsi que sur leurs conséquences socioculturelles ou économiques pour la Région de Bretagne, Favoriser l'accès du plus grand nombre à l'information sur la recherche scientifique et technique, sur le développement technologique et son impact social, économique et culturel.

2. Les relations avec la presse

Dans son étude sur les relations science - média à l'Ifremer-Brest, Cheikh Sakho¹⁹ a montré le rôle important que joue la presse dans la région et la nécessité d'une collaboration entre journalistes et scientifiques parce que plus que jamais la science a besoin d'être communiquée à un public de plus en plus large. Pour Bernard Delforce, « *l'information scientifique n'est pas communiquée pour elle-même, mais pour l'éclairage qu'elle apporte ou qu'on prétend qu'elle apporte, à des questions considérées comme publiques ou sociales, et non exclusivement, ou d'abord scientifique* » (Delforce, 2003). Le service de communication de l'IUEM souhaite aussi collaborer avec la presse locale présente dans la région. L'expérience de la chargée de communication qui dispose entre autre d'un carnet d'adresse bien rempli est un atout pour l'institut de développer ce secteur. On constate un dynamisme dans ce domaine notamment lors d'organisation événement comme l'inauguration du bateau²⁰ de l'institut. La presse quotidienne est représentée par une dizaine de titres de journaux. Les plus importants du fait de leur audience et de leur lectorat sont : *Ouest France* : spécialisé dans l'actualité quotidienne et hebdomadaire de l'Ouest (régions Bretagne, Pays de la Loire et Normandie), et *Le Télégramme*, journal régional de Bretagne. L'objectif est d'améliorer la visibilité de l'institut par l'intermédiaire des médias en dynamisant et rapprochant les relations entre science et média. Comme le dit Annick Zappalà : « *le discours médiatique sur la science dans la presse quotidienne semble ainsi marquer une certaine distance vis-à-vis de l'institution scientifique* » (Zappalà, 1997).

¹⁹ Sakho, C.I., 2009. Relations science - média. Etude de cas : nature des relations entre les scientifiques du centre Ifremer de Brest et les journalistes régionaux et rôle du service de la communication de l'institut. Soutenu le 11 juin 2009.

²⁰ L'IUEM doit inaugurer son nouveau bateau le 03 juin 2010 qui portera le nom d'un ancien chercheur de l'institut Albert Lucas. A l'occasion de son baptême, l'IUEM organisera un évènement autour de ses trois missions ; Le même jour aura l'ouverture officielle du portail internet de l'observatoire IUEM qui donne accès aux différentes séries de données recueillies en routine. L'organisation de cet événement à nécessité une longue préparation au niveau institutionnel.

TROISIÈME PARTIE

Pour un développement de la communication dans le cadre du partenariat scientifique

I. Approche d'étude

1. Démarche méthodologique

Dans mon étude, je vais considérer science et recherche au sens de la sociologie des sciences pour analyser la représentation de la science en société, la pratique de la recherche scientifique en m'éloignant de la science faite (*Latour, 2001*). Dans le cas de figure qui m'intéresse, qui est la recherche océanographique et des pêches, l'approche communicationnelle est dès lors intéressante pour analyser la pratique de la recherche en partenariat. Isabelle Pailliarth explique que « *La communication recouvre dans une expression générale des réalités forts différentes : la vulgarisation, les publications des chercheurs, la culture scientifique et le traitement des questions d'ordre scientifique dans l'espace public* » (Pailliarth, 2005). Je vais étudier dans ce rapport ces formes de communications dans le partenariat.

Comme le préconise Stéphane Olivesi, dans la mise en œuvre de recherche en science de l'information et de la communication (Olivesi, 2007), pour répondre aux questions sur les enjeux et la perspective de la communication scientifique dans le partenariat entre l'IUEM et l'IMROP, j'ai utilisé l'approche qualitative dans le cadre d'entretiens semi-directs auprès d'un certain nombre d'acteurs. J'ai pu interviewer : des scientifiques de l'IUEM qui ont eu des activités de partenariat ; d'autres personnes identifiées par leur travail, leur expérience ou ayant de près ou de loin des liens avec la communication ou le partenariat (cf. annexe 3 listes des personnes interviewées). Ainsi, nous avons pu interroger six personnes à l'IUEM, trois personnes de l'IRD et six personnes à l'IMROP. Les entretiens ont duré en moyenne une heure et se sont déroulés du 15/02/10 au 25/04/10. Les visites et différents réunions (cf. annexe 5) avec le personnel des laboratoires et services m'ont permis aussi de mieux comprendre les enjeux. Toutes ces activités m'ont permis de recueillir les témoignages, les expériences de chacun et d'identifier aussi les pratiques, afin de décliner les axes qui peuvent être développés dans la communication scientifique dans le cadre du partenariat (cf. annexe 4).

Concernant les chercheurs de l'IMROP, du fait de la distance, j'ai élaboré une grille d'interview (cf.

annexe 2) qui m'a servi comme base pendant nos échanges qui se sont faits essentiellement via la messagerie électronique. J'ai aussi essayé d'intégrer mon expérience de l'activité de communication scientifique au sein de l'IMROP afin de mieux appréhender ma problématique.

En complément de l'entretien, l'observation m'a permis de comprendre les discours des acteurs et de les placer dans les contextes sociaux, en relation avec les structures et les institutions. La recherche bibliographique et l'analyse de contenus de corpus (cf. annexe 6) a été conduite tout au long de la recherche sur des travaux proches de notre champ d'action. Cette dernière a porté aussi sur des concepts et des éléments d'ordres méthodologiques et théoriques en science de l'information et de la communication pour argumenter mes propos.

2. Définition du concept de partenariat

La notion de partenariat est assez polysémique selon son contexte d'utilisation. Selon Wikipédia²¹ ; « le partenariat se définit comme une association active de différents intervenants qui, tout en maintenant leur autonomie, acceptent de mettre en commun leurs efforts en vue de réaliser un objectif commun relié à un problème ou à un besoin clairement identifié dans lequel, en vertu de leur mission respective, ils ont un intérêt, une responsabilité, une motivation, voire une obligation ». Selon le Larousse²², le partenariat est « un système associant des partenaires sociaux ou économiques, et qui vise à établir des relations d'étroite collaboration ».

Denis Cattin et Martin Schreiber explique que le partenariat est une relation construite par différents acteurs unis par une motivation et une vision commune. Il a pour but de planifier et de réaliser ensemble des activités de coopération selon des objectifs clairement définis et acceptés. C'est une relation dynamique, en constante évolution, qui favorise la créativité, la valorisation des compétences de chacun ainsi que la complémentarité des apports culturels, intellectuels et matériels, le tout devant représenter un avantage pour chacune des parties (Cattin et *al*, 2002).

Pour la Coordination nationale des ONG françaises de solidarité internationale, le partenariat est une relation entre un ou plusieurs organismes pour la mise en œuvre d'un projet à court ou long terme, qui repose sur la coopération, respectant l'égalité de pouvoir des parties et se basant sur l'échange, la confiance, le respect des engagements, la transparence et la réciprocité. C'est un processus dynamique qui doit s'inscrire dans la durée, sur des compétences données et une vision partagée d'un objectif de solidarité internationale (Coordination Sud, 2006).

Au vu des différentes définitions et approches proposées, nous constatons que le concept de

²¹ <http://fr.wikipedia.org/>

²² <http://www.larousse.fr/dictionnaires:français/partenariat>

partenariat est une notion assez polysémique dont la définition est liée au contexte dans lequel il est mis en œuvre, aux différents acteurs qui sont concernés (ONG, institutions, collectivités, syndicats, groupements). Nous retiendrons la définition des ONG françaises qui expliquent dans leur guide partenariat que cette dernière suppose un engouement à faire quelque chose ensemble. Leurs approches du partenariat vont d'une dimension opérationnelle à une relation beaucoup plus stratégique de collaboration et l'engagement réciproque. Elles se fondent sur les objectifs communs ou compatibles et sur l'acceptation de la répartition des rôles et des responsabilités spécifiques entre les partenaires. Les rôles et responsabilités peuvent être officiels, établis dans un contrat ou acceptés de plein gré par les différents acteurs et leurs implications concrètes ainsi qu'une disposition au dialogue permanent et à la critique constructive pour son bon fonctionnement. Les partenariats peuvent être très formalisés, au travers d'une convention-cadre (exemple IUEM-IMROP) ou d'un contrat ou au contraire très peu formalisés, négociés de manière continue et informelle.

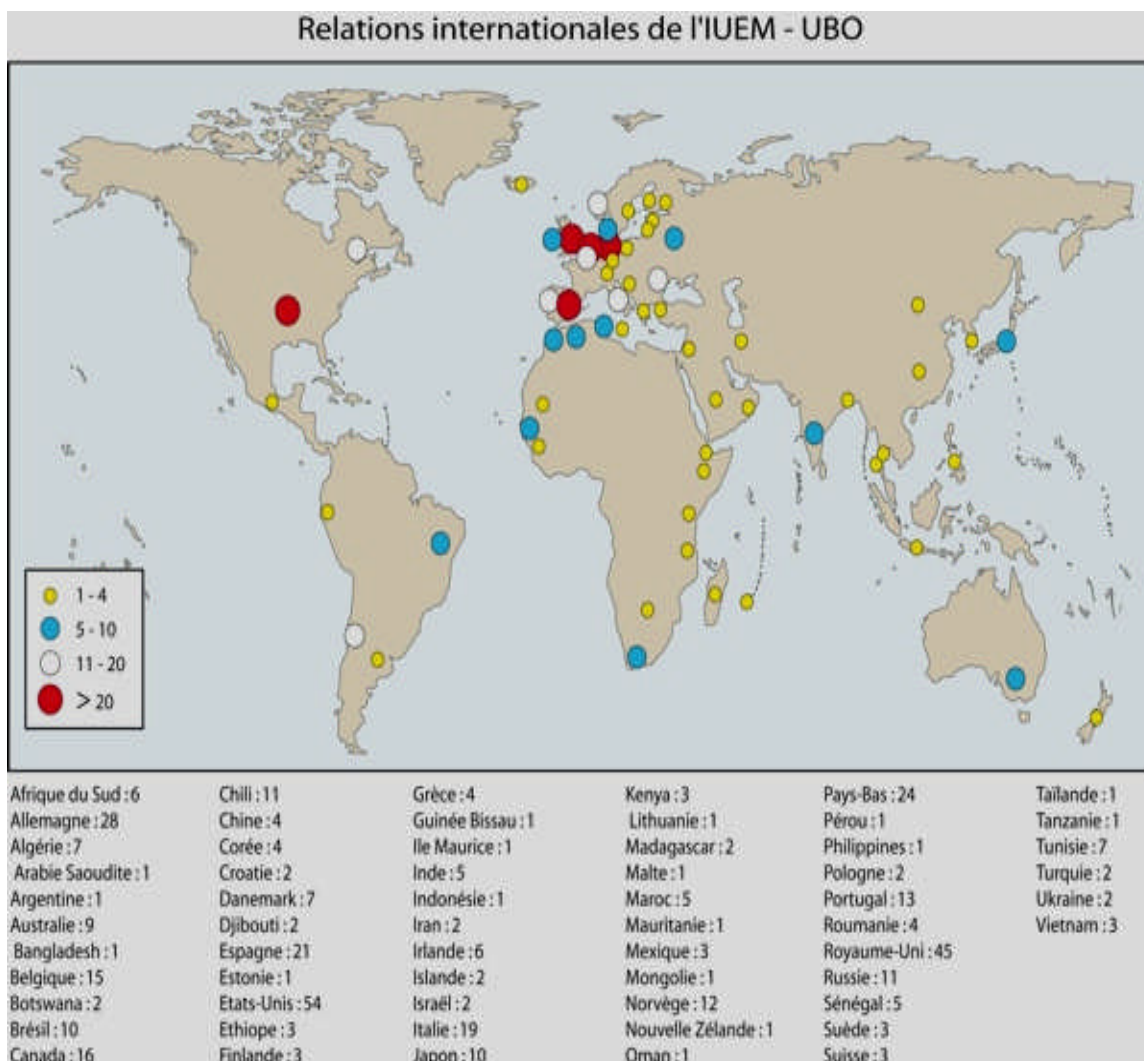
II. L'enjeu dans le partenariat de l'IUEM

1. Le service des relations internationales et des partenariats (SRIP) :

L'IUEM dispose d'un service des relations internationales et des partenariats. Il a pour mission d'aider à la promotion, au niveau international, des activités de recherche et d'enseignement de l'institut dans le domaine des sciences de la mer. Le SRIP a un rôle d'incitation à la mobilité des chercheurs au sein de la communauté scientifique internationale (appel d'offre annuel avec dotation budgétaire d'aide aux projets de mobilité des chercheurs de l'IUEM et d'accueil de chercheurs étrangers).

Le SRIP aide les laboratoires à la mise en place de structures de recherches européennes et internationales et au montage de projets de recherche européens et internationaux. Il a aussi pour vocation de faciliter l'intégration des étudiants étrangers à l'IUEM, notamment en leur proposant des cours de Français Langue Étrangère et en servant d'interlocuteur dans la recherche de tutorat lorsque nécessaire.

En 2008, on comptait 432 accords de partenariats internationaux. Il se traduit par la signature de conventions de coopérations sur des projets de recherche, d'accords de cotutelle d'études doctorales et éventuellement de co-diplomation, par la coordination ou la participation à de grands programmes internationaux de recherche, et par l'accueil d'étudiants étrangers venant du monde entier pour étudier dans ses filières de formation (masters, école doctorale).



*Pays pour lesquels des accords de coopération avec l'IUEM sont en vigueur en 2008
(Le nombre d'accords par pays est également mentionné)*

2. Les réformes en tant qu'incitation aux partenariats

La recherche et l'enseignement universitaire ont connu une forte évolution sur leur mode d'organisation depuis la loi de programme pour la recherche d'avril 2006 qui se traduit par le « Pacte pour la recherche »²³. Nous avons ensuite la loi relative aux libertés et Responsabilités et

²³ La loi de programme pour la recherche a été promulguée le 18 avril 2006 et publiée au Journal officiel de la République française dans lequel sont publiés les lois et les règlements. Elle constitue le volet législatif du programme d'action mis en place sous le nom de "Pacte pour la recherche".

sur l'autonomie des Universités, communément appelée loi d'autonomie des universités, votée en août 2007, qui donne aux universités les possibilités d'avoir une gouvernance renforcée et par là même, une capacité plus grande à définir une politique stratégique, y compris en matière de recherche et d'enseignement. Cette loi qui centre les budgets des universités, vise à mieux marquer la frontière entre les fonctions de programmation et de recherche. Elle permet de fonctionner dans le cadre de contrat quadriennal (contrat de quatre ans spécifique à chaque établissement qui permet de mesurer si l'établissement a mené à bien les activités dans ses objectifs opérationnels). L'objectif est de renforcer l'autonomie des universités et de soutenir des partenariats nationaux et internationaux au niveau des universités et des instituts de recherche du nord et du sud ; notamment à travers le crédit d'impôts recherche et les instituts Carnot dans le but de renforcer et d'accroître la performance, la visibilité, et le rayonnement international de la recherche française.

La création de l'Agence nationale pour la recherche (ANR)²⁴ en 2007 pour s'occuper du financement des projets de recherche venant de toute la communauté scientifique, à travers l'Agence pour l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (AERES). L'ANR s'adresse à la fois aux établissements publics de recherche et aux entreprises avec une double mission : produire de nouvelles connaissances et favoriser les interactions entre laboratoires publics et laboratoires d'entreprise en développant des partenariats. La sélection des projets se fait dans le cadre d'appels à projets (AAP) est effectuée sur des critères de qualité pour l'aspect scientifique auxquels s'ajoute la pertinence économique pour les entreprises.

Pour améliorer la lisibilité du système d'enseignement et de recherche, des pôles de recherche et d'enseignement supérieur (PRES)²⁵ et des réseaux thématiques de recherche avancée (RTRA)²⁶ ont été créés pour influencer sur le dynamisme de la recherche et de la formation. La formation de PRES inscrit les établissements et instituts de recherche dans une véritable dynamique de rapprochement, avec notamment les opérations campus. Ses collaborations obligent les laboratoires à travailler à

²⁴ La création en 2005 de l'Agence nationale de la recherche (ANR) a permis une nette augmentation du financement sur projet des laboratoires de recherche en complément des moyens fournis par la commission européenne via le 7^e PCRD. Les appels à projet thématiques de l'ANR permettent d'orienter les équipes de recherches vers les priorités gouvernementales dans les domaines de la recherche biomédicale, du développement durable ou des sciences et technologies de l'information et de la communication.

²⁵ Les pôles de recherche et d'enseignement supérieur (PRES) permettent aux universités, grandes écoles et organismes de recherche, de mettre en cohérence leurs différents dispositifs, de mutualiser leurs activités et leurs moyens. Leur objectif est de proposer une offre de recherche et de formation plus cohérente, plus lisible et mieux adaptée aux besoins des territoires.

²⁶ Les réseaux thématiques de recherche avancée (RTRA) permettent de conduire des projets en fonction de l'excellence, de la plus-value et de l'originalité du projet scientifique présenté. Avec cette disposition, le Gouvernement souhaite, à partir des meilleures unités françaises, favoriser l'émergence de hauts-lieux scientifiques en France, reconnus parmi les tous premiers au plan international. Les RTRA ne se substituent cependant pas aux organismes et établissements d'enseignement supérieur et de recherche, auxquels les unités resteront rattachées.

développer leur partenariat pour rester compétitifs face au nouveau mode de financement de la recherche et la construction de l'espace européen. En matière de formation (doctorat, master), le PRES peut permettre de mettre en cohérence différents dispositifs, de mutualiser leurs activités et de proposer une offre de formation plus cohérente et plus lisible. Il peut donner lieu à la délivrance d'un diplôme sous le sceau du PRES, correspondant à des formations assurées par une ou plusieurs universités.

En matière de recherche, toutes les publications scientifiques des sites vont être présentées sous la signature unique du pôle, ce qui permet d'améliorer la visibilité à l'international des productions scientifiques des membres du pôle (MESR, 2009).

Les réformes survenues dans le système d'enseignement et de recherche français doivent conduire les instituts de recherche et d'enseignement supérieur comme l'IUEM à dynamiser leur partenariat. Il faut noter que cette collaboration ne date pas d'aujourd'hui. La création des Unités Mixtes de Recherche dans les années 1990 a été ressentie par le CNRS et les universités comme un besoin d'organiser leur partenariat. Ces UMR qui demeurent un mode d'organisation en cours ont contribué largement à la structuration de la recherche universitaire en laboratoires du type CNRS auxquels participent plusieurs équipes de recherche sur l'étendue du territoire français selon leur thématique.

Les UMR restent le lieu privilégié d'exercice du partenariat entre les établissements universitaires et les organismes nationaux et internationaux (Aubert, 2008).

3. L'enjeu communicationnel global dans le partenariat de l'IUEM

Les interviews réalisées et les visites de laboratoires montrent que les enjeux du partenariat de l'IUEM sont un défi de positionnement, de visibilité et de légitimation institutionnelle. Le partenariat de l'institut doit s'inscrire dans son positionnement dans le cadre de l'élaboration de son projet stratégique de développement, afin d'exprimer ses choix, ses orientations et ses priorités à travers sa déclaration de politique générale. Il doit porter sur chacun des grands domaines d'activité de l'institut qui sont la recherche, la formation, et l'observation.

François Aubert a bien montré le déficit de communication qui prévaut dans les instituts de recherche et établissements d'enseignement supérieur. Les modes d'information mutuelle des partenaires des unités mixtes ne sont pas toujours optimaux. Il n'est pas toujours facile, faute de communication entre les systèmes d'information, de disposer d'un état consolidé des moyens en personnel des laboratoires ni même de simples annuaires récapitulant les personnels en fonction dans les laboratoires. Les questions d'information mutuelle doivent être un des points des

conventions cadres entre l'université et l'organisme (Aubert, 2008). Il préconise que chaque organisme de recherche et chaque établissement universitaire, pourvu qu'il ait atteint une taille critique, doit chercher à se construire une identité en ayant une politique scientifique cohérente et lisible reposant sur une activité scientifique propre dans un nombre plus ou moins important de domaines, en fonction de ses moyens. Pour l'ancien ministre le partenariat ne saurait se limiter seulement à la constitution des unités mixtes de recherche. Il doit prendre en compte le caractère plus global reposant sur un dialogue partenarial. Qui dit dialogue, dit communication pour accroître son attractivité et valoriser l'image de l'institut.

Pour Claude Roy, directeur du LPO, la mise en place du service de communication et de médiation scientifique pose des questions « *est ce un soulagement ou une contrainte ? Une simplification ou une contrainte ?* ». Les problèmes de communication se posent depuis longtemps à cause des différentes tutelles. En effet, la majeure partie des laboratoires de l'institut sont des UMR qui regroupent à la fois des agents de l'Ifremer, du CNRS, de l'IRD et de l'UBO. Chaque agent selon sa tutelle souhaite que la communication de ses activités soit portée par son organisme. L'Ifremer du fait peut-être de son caractère d'établissement public à caractère industriel et commercial semble s'accaparer de la communication au sein des laboratoires. Cela amène des frustrations pour les autres agents non Ifremer comme cet ingénieur CNRS du laboratoire LM2E qui a tenu à être présent à la réunion de communication malgré son départ à la retraite à la fin de l'année pour expliquer le désarroi que des scientifiques comme lui ont ressenti pendant de longues années. *Pour lui l'Ifremer a tendance à monopoliser la communication du laboratoire alors qu'il y'a d'autres personnes qui ne sont pas Ifremer.*

Le problème de la gestion et des mises à jour des sites web des laboratoires est parmi les problèmes que presque l'ensemble des laboratoires que j'ai rencontré ont exprimé. Ce problème est plus délicat dans les UMR, si l'une des tutelles (Ifremer pour la majeure partie du temps) gère le site web. Mais ces sites ne sont pas toujours mis à jour et nombreux sont les personnes comme le professeur Daniel Prieur, directeur du laboratoire LM2E ou Monsieur Christian Magné directeur du LEBHAM qui souhaite une assistance dans ce domaine (cf. annexe 5). Le fait que certains laboratoires ont domicilié leurs sites via le serveur web de l'IUEM, pour moi est bonne chose pour harmoniser la communication des laboratoires. En informatique maintenant, les systèmes de gestion de contenus (Content Management System) permettent de donner des droits accès sur un serveur web à des non informaticiens pour leur permettre de mettre à jour des sites web. Cette solution pourrait peut être envisagées pour régler le problème de la mise à jour des sites web des laboratoires qui sont sur le serveur de l'IUEM.

Au niveau de la formation aussi on constate des besoins en communication. Les réunions

communication avec les laboratoires et le service de la scolarité (cf. annexe 5) ont été l'occasion pour le directeur du Master SML, le professeur Jacques Deverchère d'exprimer l'inquiétude de plus en plus grande des responsables de certaines mentions du master de recruter des étudiants. Monsieur Eric Cornil le responsable de la gestion du dossier des étudiants en master, a remarqué une baisse du nombre de consultations de l'offre de formations sur le site web de l'IUEM. Il pense que « *la situation géographique de Brest ne la favorise pas par rapport à des villes comme Bordeaux, Lille, Marseille et Paris* ». Le professeur Deverchère préconise de « *faire l'ensemble des cours ou la moitié en anglais pour intéresser des étudiants au niveau européen* ». Il suggère aussi de réfléchir sur des animations vidéo sur les débouchés du master et l'intérêt des formations qui sont proposées au niveau du Master SML et le mettre à disposition sur internet. Pour le directeur de l'IUEM, le professeur Yves-Marie Paulet, la prospective de communication qui est en train d'être préparée doit aider à donner aux formations proposées par l'IUEM une visibilité nationale et internationale principalement au niveau du master.

Ces questions parmi tant d'autres montrent la complexité que le service de communication aura devant lui. Je pense qu'il sera important de mettre en place une politique d'image pour insérer l'IUEM dans un univers de référence qui sera sur la base de sa spécificité par un message clair, simple et attrayant. Même si l'IUEM dépend de l'UBO. Comme le dit Marie-Hélène Westphalen ; *la politique d'image cherche à tracer un territoire et à l'imposer aux diverses expressions de l'entreprise. Il s'agit en somme de créer les conditions de l'indépendance dans l'interdépendance* » (Westphalen, 1994). Il ressort de l'analyse que la communication institutionnelle pour améliorer l'image de l'IUEM au niveau local et régional est une priorité essentielle. La communication institutionnelle oriente et cadre différentes actions conformément à la stratégie d'image voulue par l'entreprise. Les enjeux de la communication institutionnelle sont mis en évidence au travers d'actions de communication « *qui vise à promouvoir l'image de l'entreprise ou d'une organisation vis-à-vis de ses clients et différents partenaires* » (Wells, 1900) au sens de Pascal Wells pour qui la notion d'entreprise doit être comprise dans son sens étymologique : l'entreprise est le rassemblement d'hommes qui ont souhaité « *entreprendre ensemble* ». Le positionnement permet de mettre l'accent sur la vocation de recherche de l'université et de formation. Pour *Al Ries et Jacques Trout* ; « *Le positionnement s'appuie sur le produit, c'est-à-dire un bien tangible, un service, une entreprise, un organisme, ou même une personne. Le positionnement ne s'attache pas à ce que l'on fait avec le produit, mais plutôt à ce que le produit représente dans la tête du prospect* » (Ries et Trout, 2003). La visibilité institutionnelle de l'IUEM permet de positionner ses équipes de recherches et de promouvoir la confiance entre l'institut et ses différents partenaires. « *Il en résulte donc un besoin permanent de communication pour multiplier les efforts constants d'acquisition et*

de fidélisation » (Ries et Trout, 2003).

III. Un cas particulier : le partenariat IUEM/IMROP

1. Cadre de coopération entre la France et la Mauritanie

Le partenariat entre la Mauritanie et la France fait l'objet d'un document intitulé : « *Document Cadre de Partenariat (DCP)*²⁷ ». Le document précise les domaines d'interventions prioritaires et les modalités de la coopération franco-mauritanienne en cours. Le DCP implique tous les acteurs de la coopération française, publics, privés et associatifs. Dans mon cas d'étude, je citerai le partenariat entre la France et la Mauritanie dans le renforcement des capacités, la formation des cadres nationaux et la poursuite de la politique de professionnalisation de l'université avec la mise en place des réformes du LMD²⁸ en Mauritanie en partenariat avec des universités françaises. Il s'inscrit aussi au niveau de la recherche scientifique par l'amélioration et l'approfondissement du potentiel de connaissance scientifique par l'encadrement et la formation des chercheurs de plusieurs institutions scientifiques mauritaniennes, en particulier l'université de Nouakchott, l'IMROP et le Parc National du Banc d'Arguin (PNBA). Au niveau de la recherche, les priorités visent actuellement le renforcement des capacités en matière de ressources halieutiques et d'environnement marin et littoral, ainsi que la consolidation des systèmes d'information scientifique, la gestion et la consolidation des liens entre l'administration, la recherche et la profession. L'accent est mis sur la construction de partenariats actifs et durables entre les institutions scientifiques mauritaniennes et leurs partenaires dans les pays voisins, maghrébins et ouest-africains, comme en Europe, en particulier en France (Document Cadre de Partenariat, 2007)²⁹.

Depuis les années 60, la recherche française se fait avec les pays du sud. L'IRD, organisme pluri-thématique est reconnu mondialement par son réseau et sa présence dans une cinquantaine de pays à travers le monde. La recherche au service du développement est effectuée par ses chercheurs expatriés qui accomplissent des missions de service public sur les terrains du Sud sur des thématiques comme l'étude des milieux et de l'environnement, la gestion durable des ressources vivantes, le développement des sociétés et la santé, en étroite collaboration avec les partenaires des pays du sud. La France est particulièrement bien placée en matière de recherche au service du

²⁷ Ministère des Affaires étrangères, 2007. Document Cadre de Partenariat France - Mauritanie - DCP - (2007-2011). Paris, le 30 octobre 2007.

²⁸ La réforme LMD désigne « Licence-Master-Doctorat »

²⁹ op cit.

développement en partenariat avec les pays concernés.

2. Présentation de l'IMROP

L'IMROP est un établissement public à caractère administratif qui trouve son origine il y a déjà plus de cinquante ans avec la création du Laboratoire des Pêches devenu Centre National de Recherches Océanographiques et des Pêches plus connu sous le sigle CNROP. L'IMROP est une institution de recherche appliquée fortement impliquée dans l'aménagement durable et l'exploitation rationnelle de nos ressources halieutiques, l'étude de l'environnement marin et l'analyse de la qualité des produits de la pêche. L'IMROP travaille dans un environnement pluridisciplinaire, où sont représentées une dizaine de disciplines, pour développer une approche intégrée de gestion équilibrant les indicateurs biologiques, écologiques, économiques et sociaux. La compréhension de la dynamique complexe de ce secteur passe par celle des interactions : entre environnement et ressources, entre acteurs (habitant riverains, pêcheurs, mareyeurs...), entre les différents modes de pêche, entre l'activité de pêche et les autres activités. Avec l'appui des pouvoirs publics, des institutions nationales et étrangères partenaires, l'IMROP fournit la base des avis et des orientations aux différents décideurs, y compris les pêcheurs, en vue d'asseoir une gestion et une exploitation durables des ressources halieutiques de Mauritanie. Pour assurer sa mission, l'IMROP dispose d'un budget de plus de 900 millions d'Ouguiyas (2 millions d'Euros), de 170 agents dont 110 chercheurs et techniciens répartis sur cinq implantations géographiques situées à Cansado, Nouadhibou-Cansado, Nouadhibou-DOP(ex DRVE), Nouakchott et Kaédi, et de 2 navires de recherches océanographiques qui lui permettent de mener des investigations aussi bien en zone côtière qu'au grand large.

3. Des activités à fortes tendances partenariales

Les activités de recherche de l'IMROP sont le plus souvent menées en partenariat avec des institutions nationales ou d'autres pays dont l'IUEM. Elles sont organisées en programmes qui couvrent des thématiques variées qui vont de l'évaluation des stocks, la biologie et l'écologie des espèces jusqu'à l'aménagement des pêcheries en passant par la socio-économie et les technologies. Ces programmes de recherche s'orientent vers des approches plus intégrées qui répondent à des préoccupations d'ordre environnemental sans cesse croissantes. Nous allons maintenant présenter deux projets de recherche que l'IMROP effectue en partenariat avec L'IUEM.

4. Contexte du partenariat : La convention-cadre de coopération scientifique et académique UBO/IUEM-IMROP :

L'IUEM et l'IMROP ont signé le 5 novembre 2009 à Brest une convention-cadre de coopération scientifique et académique (cf. annexe 7) pour définir les modalités de coopération entre les parties en matière de formation, de recherche, et d'observation dans le domaine des sciences et technologies de la mer. Le partenariat porte sur les thématiques générales incluant notamment :

- Le droit et l'économie maritimes ;
- la géographie des zones côtières et littorales ;
- la gestion intégrée des zones côtières et littorales ;
- l'océanographie biologique (faune, flore, microbiologie, habitats) ;
- la biologie des organismes marins, notamment ceux présentant un intérêt pour la pêche et/ou l'aquaculture ;
- la chimie et la bio-géochimie marines ;
- la sédimentologie et la physique des océans ;
- la géologie sous marine.

Le partenariat entre l'IMROP et l'UBO peut revêtir les formes suivantes :

- L'organisation de recherches en commun sur des programmes conjoints , la coopération en matière de formation par le perfectionnement des personnels de recherche, l'échange d'étudiants, de doctorants, de post-doctorants, de personnels scientifiques et administratifs, de chercheurs et d'enseignants-chercheurs, notamment dans le cadre de stages, d'écoles thématiques, de conférences et/ou de projets collaboratifs de recherche sur des questions d'intérêts communs ;
- La coopération en matière d'information scientifique mutuelle et régulière dans les domaines des innovations techniques et scientifiques développées dans le partenariat.
- La réponse conjointe à des appels à propositions.
- La coopération en matière d'observation océanographique côtière et hauturière et notamment le développement d'observatoire océanographique en Mauritanie sur la base du savoir-faire et de l'expérience de l'IUEM en matière d'observation.

5. Projets actuels de recherche réalisés en partenariat

L'IUEM et l'IMROP travaillent actuellement en partenariat dans le cadre de deux projets de recherche (AMPHORE, PACOBA) dans le Golfe du Banc d'Arguin. C'est une réserve naturelle de Mauritanie qui s'étend de la pointe Minou au nord (au-delà du cap d'Arguin) jusqu'à la ville de Mamghar au sud (située au-delà du cap Timiris), et comprend également les îles d'Arguin et de Tidra. Couvrant un tiers du littoral mauritanien, il a une surface de 12 000 km² partagée entre partie

terrestre et partie continentale. Le Parc national du Banc d'Arguin³⁰ est donc un des plus grands parcs d'Afrique de l'Ouest. Il devient en 1989 site du patrimoine mondial de l'Unesco. Le Golfe du Banc d'Arguin est devenu en quelques années le siège d'activités économiques diverses et importantes pour la Mauritanie : transport maritime, pêche et plus récemment exploitation pétrolière. Il représente un espace maritime et un milieu marin complexe et vulnérable dont la partie orientale est occupée par le PNBA, classé site du patrimoine de l'humanité pour sa biodiversité.

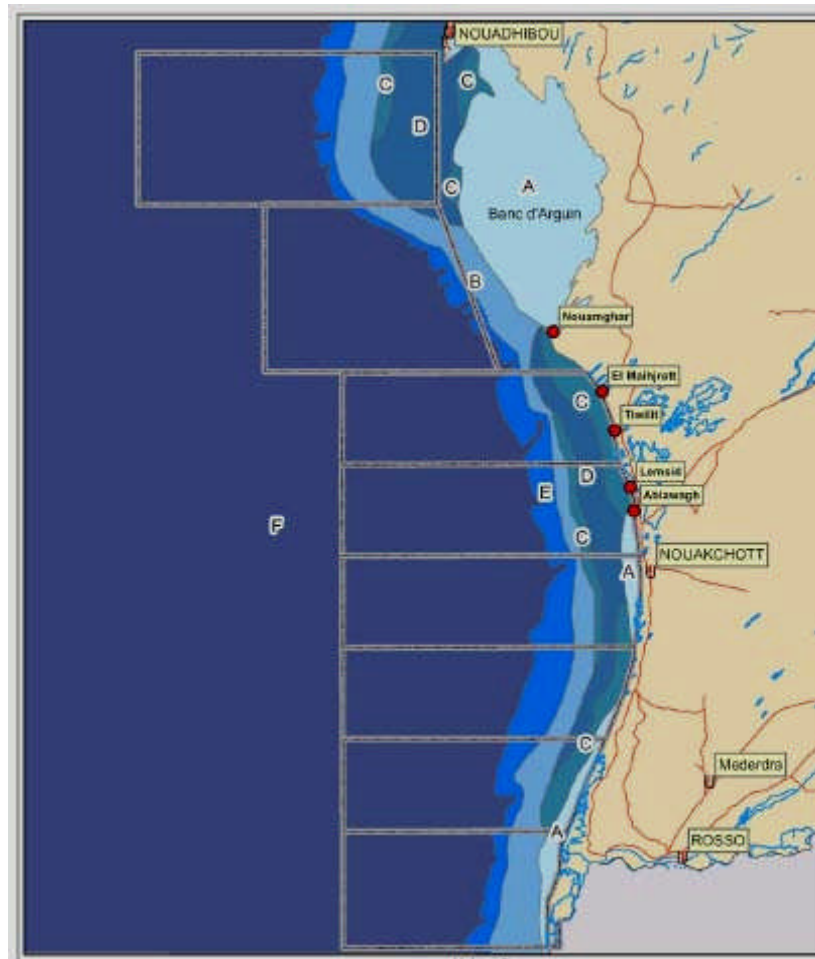
Face à cette complexité écologique et à l'évolution rapide de ses usages et des risques qui en découlent, la préservation de l'environnement marin du Golfe du Banc d'Arguin et la gestion durable des ressources halieutiques qui lui sont associées. La protection et la conservation du milieu sont devenues des enjeux prioritaires pour le gouvernement. Le secteur de la des pêches occupe une place stratégique dans l'économie avec une participation constante à 25 % au budget de l'Etat, 54% aux emplois à terre, 31% dans le sous secteur de la pêche artisanale, 12% dans le sous secteur de la pêche industrielle et 3% dans les autres sous secteurs (MPEM, 2007).

Dans le même temps, la gestion de cet espace, assurant une co-viabilité de ses écosystèmes marins et de ses pêcheries, devient de plus en plus difficile. Le manque d'informations océanographiques, biologiques, écologiques et socio-économiques en est l'une des causes principales. La valeur patrimoniale du Golfe du Banc d'Arguin reste difficile à quantifier et le rôle joué par ses écosystèmes sur la productivité du système pêche local et sous-régional est mal connu (Pacoba, 2007). Les thématiques abordées dans ce partenariat s'intègrent dans la programme du 5e Plan Quinquennal de Recherche de l'IMROP (2008-2012) notamment du programme 1 « Ecosystèmes aquatiques et usages »³¹.

Le but du projet est d'acquérir un niveau élevé d'information et de compréhension sur les écosystèmes marins du Golfe du Banc d'Arguin par un renforcement de capacités et de coordination entre l'IMROP, le Parc National du Banc d'Arguin (PNBA) et des institutions françaises de recherche scientifique s'intéressant à ses thématiques de recherche comme l'IUEM, le CNRS, l'IRD, le Muséum d'Histoire Naturelle, l'Ifremer.

³⁰ Le PNBA longe le littoral mauritanien sur plus de 180 km et couvre une superficie de 12000 km². Dans le but de protéger ce milieu et sa biodiversité le gouvernement mauritanien a créé en 1976, le PNBA reconnu en 1982, comme Zone humide d'importance internationale (convention de Ramsar) et déclaré, en 1989, site du patrimoine mondial dans le cadre du Programme l'Homme et la Biosphère de l'Unesco

³¹ Il a pour principale mission de développer de 2008 à 2012, les connaissances sur les écosystèmes et leurs interactions avec les systèmes sociaux et économiques, notamment en termes d'impact des activités anthropiques et dans une perspective de suivi environnemental et de gestion durable des usages.



Carte du PNBA (Pacoba, 2007)

5.1 Le projet Pacoba

L'objectif du Projet d'Approfondissement des Connaissances scientifiques des écosystèmes du Banc d'Arguin est d'améliorer les connaissances scientifiques sur le Golfe du Banc d'Arguin en renforçant les capacités des deux institutions mauritaniennes clés, l'IMROP en matière de recherche sur les écosystèmes et en écologie halieutique, et le PNBA dans le domaine de l'organisation de l'information et de sa mise au service de la décision en matière de gestion des activités environnementales et des pêches. Le projet, qui est financé par la coopération française- Fonds de Solidarité Prioritaire, produira des connaissances nouvelles dans le domaine hydrologique, bioécologique et socio-économique, et tentera d'évaluer leur rôle dans le système de production des pêches. Il définira et mettra en œuvre des instruments de veille écologique et économique pour détecter les changements et prévenir les risques afin d'appuyer la décision pour une gestion durable des ressources naturelles par les institutions qui auront à définir les conditions d'usage et les règles de conservation ou d'exploitation.

5.2 Le projet Amphore

Le projet Aires Marines Protégées et Gestion Halieutique par Optimisation des Ressources et des Ecosystèmes a pour objectif de déterminer l'efficacité des AMP à des fins halieutiques. Il se propose d'étudier les indicateurs biologiques, écologiques, économiques et sociaux, de tester l'efficacité des AMP à partir de 4 réserves naturelles en France, en Mauritanie, au Sénégal et au Mexique. Les AMP remplissent une fonction essentielle de protection de la biodiversité. En tant qu'outil de conservation de la biodiversité, elles peuvent contribuer à la gestion écosystémique des pêches. Le projet Amphore s'intéresse au Parc National du Banc d'Arguin en tant qu'aire marine protégée, et permet l'étude des mécanismes décisionnels et de gouvernance. Il a obtenu un soutien financier de l'Agence Nationale de la Recherche au titre de son appel à projets Programme Biodiversité 2007.

6. Enjeux scientifiques du partenariat

L'une des questions qui m'a interpellée était de savoir quel est l'intérêt pour un chercheur français de travailler sur des problématiques scientifiques concernant la Mauritanie. Même si la réponse peut être évidente, les interviews réalisées nous ont beaucoup éclairés.

Pour le professeur Jacques Clavier, l'intérêt des chercheurs de l'IUEM de travailler dans des problématiques mauritaniennes est essentiellement d'ordre scientifique. Selon lui « *la Mauritanie est un terrain vierge du point de vue scientifique* » (cf. annexe 4). *Le pays dispose de grand potentiel scientifique*. Même si des recherches dans le domaine de la pêche existent depuis les années 50, beaucoup de connaissances scientifiques sur la biodiversité, l'environnement marin et l'océanographie doivent être approfondies. Selon Monsieur Jean Alain Pocard le responsable de la relation partenariale au sein de l'IUEM, « *l'intérêt actuel des scientifiques de travailler en partenariat est dû entre autres à la réorganisation du financement de la recherche en France et en Europe, mais aussi à des préoccupations scientifiques de la recherche en France et en Europe* ». On comprend dès lors l'importance que peut représenter ces deux projets de recherche pour les chercheurs de l'IUEM. Elle se situe aussi dans un contexte européen et international en transformation des systèmes nationaux de recherche et d'enseignement. Plusieurs défis sont ainsi en œuvre : défis de la société, de l'économie du savoir, de la globalisation scientifique, de la compétitivité, de la légitimité (Leresche et al., 2010). Pour l'IRD, la recherche ne peut se faire qu'en partenariat avec d'autres équipes, afin de mobiliser des compétences larges et variées et réunir les masses critiques d'informations scientifiques nécessaires pour faire avancer les connaissances. Il s'y ajoute aussi que certaines thématiques ont une dimension planétaire : les pandémies, les questions climatiques, sur la biodiversité, l'environnement etc. (IRD, 2010).

IV. Perspective de communication scientifique pour la Mauritanie

1. Contexte national de communication scientifique

Comme l'explique le rapport du CRDI sur l'état et l'environnement de la recherche en Mauritanie, le contexte général de la recherche en Mauritanie n'a pas échappé à la tendance globale qui a marqué l'essor des sciences en général au sud (Ould Sidi et Habaye, 2005). Dans les années 80 la recherche en Mauritanie était plutôt une recherche tournée vers le développement agricole du fait de la sécheresse, des politiques d'ajustement structurel, de la dette, des crises économiques, de la lutte contre la pauvreté. Depuis les années 2000, dans le cadre du volet recherche du programme décennal de développement du secteur de l'éducation³² (PNDSE), le gouvernement essaie de créer un cadre institutionnel approprié de développement de la recherche scientifique en élargissant l'autonomie des structures de recherche et en encourageant le partenariat entre les structures de recherche au niveau national et international. Le Prix Chinguetti³³ a été instauré en 2002 par le Président de la République pour encourager les chercheurs mauritaniens à promouvoir la recherche scientifique, la création en 2003 du fonds national d'appui à la recherche scientifique (FNARS)³⁴, de la Direction de la recherche en 2004 constituent une avancée significative montrant une prise de conscience de l'importance de la recherche pour le développement et la nécessité de développer une politique nationale de recherche scientifique. Tout récemment, en avril 2010, le conseil des ministres a adopté un projet de décret pour la redynamisation de l'Institut Mauritanien de Recherche Scientifique (IMRS) qui propose des mesures de redressement pour que cette institution puisse jouer pleinement son rôle en tant qu'outil de recherche et de production du savoir, d'une part, et de sauvegarde, de valorisation et de vulgarisation du patrimoine culturel national d'autre part. La Mauritanie, de par sa position géographique, a une culture très riche qui est la convergence de diverses civilisations qui ont fait d'elle une terre d'échanges fertiles et de brassages ethniques et culturels riches et variés. Des villes historiques comme Chinguetti, Ouadane, Tichitt et Oualata sont classées au patrimoine mondial de l'humanité par l'Unesco (cf. Wikipédia).

Cependant, face à ce dynamisme pour développer la science, on note un déficit de communication

³² Le gouvernement mauritanien a adopté, en avril 1999, une réforme qui est à l'origine de la stratégie sectorielle éducative intégrée au Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté (CSLP). La mise en œuvre opérationnelle de cette stratégie repose sur un programme sectoriel, le PNDSE, cadré dans une perspective décennale (2001-2010) et structuré en huit composantes principales qui couvrent l'ensemble du système éducatif national, de la petite enfance à l'enseignement supérieur en passant par la gestion administrative et pédagogique et le pilotage stratégique de l'organisation éducative.

³³ Le Prix Chinguetti récompense le mérite des nationaux et étrangers ayant contribué à l'approfondissement de la recherche dans les domaines islamiques, scientifiques et littéraire et à leur promotion.

³⁴ Le FNARS du fonds national d'appui à la recherche scientifique est destiné à promouvoir la recherche et l'enseignement supérieur. Son but est d'encourager et de structurer la recherche scientifique au niveau des institutions scientifiques avec une ouverture sur l'environnement socioéconomique.

dû à l'absence d'une place sociale de la recherche en Mauritanie. La science est une activité isolée qui est loin des préoccupations des populations qui ne trouvent aucune utilité économique, sociale, et culturelle à l'activité scientifique. L'impopularité de la science résulte d'une incompréhension des développements scientifiques et techniques moteurs de la société. La Mauritanie compte actuellement une dizaine de structures de recherche en Mauritanie, mais aucune de ces structures ne dispose de stratégie de communication. Les structures impliquées dans la recherche contribuent « à cette désaffection ou au détachement du citoyen de l'activité de recherche, c'est vraisemblablement l'absence de résultats qui détourne le public de l'activité » (Ould Sidi et Habaye, 2005). L'IMROP, considéré comme parmi les institutions phares en matière de recherche scientifique en Mauritanie, est confronté à une absence de stratégie de communication et de vulgarisation de ses résultats. Le développement de l'activité de communication scientifique dans un domaine vital qui est la pêche, pourrait permettre de mieux rapprocher la recherche des populations.

2. Pratique de communication à l'IMROP

Dans le cadre du partenariat avec l'IRD, un film de vulgarisation scientifique a été réalisé en 1988 : Sahel bleu³⁵. Il est traduit en trois langues (anglais, français et arabe) et a eu beaucoup de succès en Mauritanie. Le film a reçu plusieurs prix notamment celui du festival international du film maritime d'exploration et du festival du film ethnosociologique entre autres... Pour l'essentiel, l'activité de communication scientifique et technique et l'IMROP est du ressort du Service de l'Information et de la Communication Scientifique (SIC) où je travaille. Ce dernier a pour missions principales la mise à disposition de l'information scientifique à l'administration notamment le ministère des pêches, aux chercheurs, professionnels du secteur de la pêche, et au grand public et la réalisation de la stratégie de communication institutionnelle de l'institut. Le service s'occupe de la gestion du centre de documentation et des bases de données documentaires, de la médiation et de la vulgarisation de l'information scientifique. Il constitue une structure d'appui à l'édition et à la publication de documents scientifiques. Le service met en œuvre des actions de communication et de diffusion de l'information scientifique et technique dans l'organisation de manifestations scientifiques (réunions, colloques) ; aussi mais à travers les principaux supports de communication de l'institut : le bulletin scientifique, la lettre de l'IMROP, et le site web.

- Le bulletin scientifique est la principale publication de l'institut. Il se veut être une revue semestrielle qui publie des articles et notes qui rendent compte de travaux de recherche

³⁵ Surugue, B., 1988. Sahel bleu, ORSTOM, CNROP.

originaux et d'intérêt pour la Mauritanie et plus largement l'Afrique de l'Ouest dans le domaine des sciences halieutiques et de l'environnement aquatique aux différentes échelles que sont les cellules, les organismes, les populations, communautés et écosystèmes. Les publications peuvent concerner la biologie, l'écologie, la physiologie, l'océanographie, la socio-économie, la gestion et l'aménagement. Une priorité est accordée aux articles relatifs à l'exploitation des ressources aquatiques ainsi qu'à l'étude des écosystèmes qui les supportent incluant la conservation de la biodiversité.

- La lettre d'information est une publication trimestrielle bilingue (français, arabe) à vocation de vulgarisation scientifique destinée généralement au grand public et aux professionnels du secteur de la pêche. La lettre propose des articles scientifiques écrits dans un style facile à comprendre pour le non scientifique. En plus de la version papier envoyée aux partenaires, une version électronique peut être téléchargée sur le site web de l'institut.
- Le site web de l'IMROP (www.imrop.mr) constitue la vitrine de l'institut à l'extérieur. Il est mis à jour régulièrement. C'est le témoin à la fois du passé et des ambitions de l'institut en mettant à disposition une documentation qui relate l'évolution des activités de recherche depuis la création du laboratoire des pêches en 1958, devenu ensuite CNROP et actuellement IMROP.
- D'autres documents comme les rapports des groupes de travail, rapports de projet scientifique et documents techniques sont édités par le service. Les scientifiques de l'institut communiquent aussi pendant les manifestations scientifiques au niveau national et international (séminaires, colloques, groupes de travail etc.) auxquels ils sont conviés.

3. Perspective de collaboration en communication scientifique

3.1 Publications scientifiques et partenariats

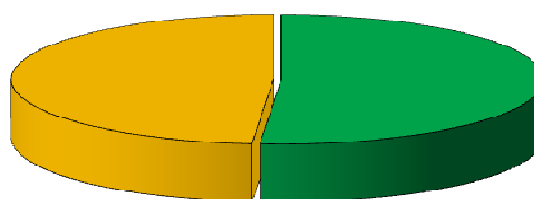
La recherche à l'IMROP s'effectue comme à l'IUEM dans un environnement interdisciplinaire. Tous les 5 ans, l'IMROP élabore un plan quinquennal de recherche par une approche participative réunissant tous les acteurs du secteur de la pêche et des experts venant de plusieurs instituts nationaux et internationaux. Dans le cadre du 5^{ème} plan quinquennal l'enjeu est double : combler le manque d'information qui existe sur les écosystèmes aquatiques et développer de nouvelles approches complémentaires sur l'étude des ressources et de leurs usages. Mais pour que l'IMROP continue à jouer pleinement ce rôle, il doit intégrer l'évolution rapide de l'environnement externe afin de préparer les nouvelles questions émanant des différents utilisateurs et particulièrement en faisant face aux nouveaux enjeux (exploitation du pétrole offshore, exploitation des gisements des

praires). Pour la direction³⁶, la formation à la recherche par la recherche constitue ainsi un des moyens d'amener l'institut au niveau des standards de qualité internationaux de la recherche pour relever ce défi.

L'IMROP a connu un important départ de ses chercheurs, ces dix dernières années pour des raisons diverses. Malgré le recrutement d'une trentaine de scientifiques depuis trois ans, ces derniers en majorité n'ont pas reçu une formation spécialisée dans le domaine de l'océanographie et des pêches. Ils ont besoin d'être formés et encadrés par des chercheurs séniors pour les initier à l'activité de recherche. La formation à la recherche par la recherche dans le cadre du partenariat peut constituer un moyen efficace pour ces chercheurs de se former en intégrant des équipes pluridisciplinaires. Elle peut s'effectuer sous forme de stages dans les laboratoires de l'IUEM, sous forme de formation en intégrant le Master SML ou l'École doctorale des Sciences de la mer. L'institut offre des formations dans des domaines connexes avec les besoins de l'IMROP en biologie marine, chimie, océanographie physique et environnement, droit pour ne citer que ceux-là.

Le partenariat peut aider aussi au développement de la communication scientifique écrite à l'IMROP.

Répartition des articles du bulletin scientifique de l'IMROP de 1974 à 2007



- articles du bulletin réalisés sans chercheur mauritanien de 1974 à 2000
- articles du bulletins réalisé avec au moins un chercheur mauritanien de 1974 à 2000

Extrait de la base données bibliographique Inmagic de l'IMROP

L'analyse de la production du bulletin scientifique (graphique) met en évidence une diminution de l'édition de ce document. Elle fait ressortir deux périodes : une période régulière de publication du bulletin marquée par une intense activité de recherche en partenariat. Pendant cette période, l'institut disposait de beaucoup de chercheurs étrangers qui aidaient les chercheurs locaux dans

³⁶ Mot du directeur de l'IMROP disponible sur le site web de l'institut.

leurs travaux ce qui augure l'importance de la production scientifique pendant cette période. Nous avons une seconde période qui commence depuis les années 2000, caractérisée par une période de diminution de cette activité et qui coïncide avec le départ des chercheurs expatriés (deux bulletins seulement en 6 ans, et diminution du nombre moyen d'articles par an). Cette analyse montre le besoin de ces chercheurs de collaborer avec d'autres chercheurs dans le cadre de ce partenariat pour dynamiser leur production scientifique et valoriser leurs travaux.

3.2 Pour une médiatisation de la pêche en Mauritanie

La Mauritanie possède près de 750 kilomètres de côtes. Elle dispose d'un plateau continental d'une superficie de 36 000 km² et une ZEE (Zone économique exclusive) de 230 000 km². Grace aux phénomènes d'upwelling³⁷, à la réserve naturelle du Bang d'Arguin, et l'existence d'un front thermique, les eaux mauritaniennes sont réputées parmi les plus poissonneuses du monde. Ces facteurs climatiques et environnementaux rendent la ZEEM naturellement exceptionnelle et unique du point de vue de l'abondance et de la diversité de ses ressources halieutiques. Cette richesse offre de très grandes opportunités à la Mauritanie aussi bien pour son développement économique que pour la sécurité alimentaire de ses populations. L'ensemble des captures réalisées dans la ZEE en 2005 est estimée à 720 000 tonnes (IMROP, 2006). Les captures viennent essentiellement de la pêche artisanale et de la pêche industrielle par deux types de flottilles : une flottille semi-industrielle et industrielle nationale et étrangère.

Cependant, du fait des problèmes de raréfaction, de sécurité alimentaire, de destruction d'engins, de réglementation, d'arrêt biologique, etc. la pêche fait l'objet de questionnements à fois au niveau des professionnels travaillant dans ce secteur (pêcheurs, mareyeurs, transformateurs...), des ONG et de la société civile mais aussi des scientifiques. Lors du groupe de travail³⁸ de l'IMROP de 2006, les chercheurs avaient tiré la sonnette d'alarme concernant une tendance de surexploitation « en série » des stocks à haute valeur, l'absence d'une gestion rationnelle et la dégradation des zones littorales par l'action anthropique sans cesse croissante, risquant de conduire, dans les années à venir, à la quasi-disparition de ces ressources (normalement renouvelables). Les conséquences de ces phénomènes, peuvent porter préjudice à la Mauritanie à la fois dans la contribution de la pêche à l'économie maritime qui est passée en 10 ans de 15 % à 6 % (Labrosse *et al.*, 2010) mais aussi à la

³⁷ Dans un upwelling, les eaux froides profondes remontent en surface et apportent dans la couche éclairée par le soleil des éléments nutritifs utilisés pour la production phytoplanctonique. Les upwellings participent à l'enrichissement des eaux de surface ; ils sont fréquents sur les côtes ouest africaines (Sprengel *et al.*, 2002).

³⁸ Tous les cinq ans, l'IMROP organise un groupe de travail qui réunit pendant quelques jours des spécialistes de la pêche venant de plusieurs pays et d'organisations nationales, sous régionales et internationales. A la fin des travaux des recommandations sont faites sur la gestion durable des ressources halieutiques de la Mauritanie.

population compte tenu du fait que les activités et les produits de la pêche sont des composantes fondamentales de l'emploi et de l'alimentation. Les indicateurs économiques du secteur des pêches La demande de la population mauritanienne pour les produits de la pêche ne cesse d'augmenter ces dernières années. Environ 80% de la population consomme du poisson sur une base régulière (Boncoeur *et al.*, 2010). Il est urgent de lutter contre la raréfaction des ressources, et de réduire l'effort de pêche, de protéger la biodiversité qui est menacée par l'utilisation d'une gamme diversifiée d'engins de pêche qui perturbent l'environnement. Au niveau de la pêche artisanale, les techniques de pots, de nasses et des filets passifs contribuent à la dégradation de la qualité du milieu. En ce qui concerne la pêche industrielle, les chaluts raclent le fonds et perturbent substantiellement les habitats et la qualité du milieu marin (Labrosse *et al.*, 2010).

Les États généraux du secteur des pêches³⁹ de 2007 avaient déjà attiré l'attention sur les inquiétudes des populations face au faible profit qu'elles tirent de ce secteur eu égard aux potentialités de cette zone. Cette situation a suscité une profonde réflexion sur le système d'exploitation des ces ressources halieutiques. Les recommandations avaient préconisé l'optimisation des gains économiques et sociaux de la pêche pour les populations. Il s'agit dès lors de revoir ce système à travers l'organisation et le développement des filières de pêche, la domiciliation des captures, la valorisation des ressources et la promotion de la formation et de l'emploi (MPEM, 2007).

Les problèmes cités ci-dessus montrent la nécessité pour l'IMROP de développer des actions de médiatisation de la recherche halieutique entre les scientifiques, les populations, les pêcheurs et les politiques. Il est vrai que dans un pays comme la Mauritanie, qui a subi entre les années 80 et aujourd'hui trois coups d'États (1984, 2005, 2008), il serait prématuré actuellement de parler « *d'espace public* » au sens habermassien⁴⁰ du terme qui dans son dispositif de médiation entre science et société, place la situation idéale de discussion au commencement du processus de publicisation. Il faudra peut être contextualiser en tenant compte des coutumes et des mœurs et de la diversité ethnique africaine et berbère de la Mauritanie. Dans ce pays, les moments thé⁴¹ réunissent les personnes et constituent un moment de discussion dialogique dans les rencontres et les cérémonies. Pendant ces moments, le public s'arrache le droit de mettre en débat des sujets d'intérêts généraux d'abord puis scientifiques. Les populations expriment leurs préoccupations (accords de pêche, raréfactions des produits de la pêche, arrêts biologiques, mesures zonages ...)

³⁹ MPEM, 2007, États généraux du secteur des pêches : synthèse de la stratégie 2008-2012.

⁴⁰ Habermas, J (1987), *Théorie de l'agir communicationnel*, coll, l'espace du politique, Paris 2 vol.

⁴¹ Prendre le thé en Mauritanie est devenu depuis l'indépendance un véritable rituel qui rythme la vie mauritanienne. Selon Ely Ould Allaf, ancien ministre de la culture, on ne conçoit pas une causerie qui ne se fasse pas autour d'un thé. Cela permet aux gens de se retrouver, de s'accepter pendant un certains temps d'égal à égal. Celui qui fait le thé doit connaître la situation actuelle et faire de sorte que le thé s'achève en même temps que la conversation s'épuise (<http://www.dw-world.de/dw/article/0,,5493824,00.html>)

dans le domaine de la pêche. Elles affirment ainsi leurs nouveaux besoins en termes de d'information et de compréhension de ce qui se passe. Cette situation exige un remplacement selon Callon, Lascoumes, Barthe de la « *démocratie délégative* » par une « *démocratie dialogique* » (Callon et al., 2001). Pour les instituts de recherche dans les pays du sud, cela implique de repenser la communication de la science pour une meilleure visibilité et pour une acceptation sociale de la science. Il est donc essentiel de développer la communication de la science notamment par la mobilisation de la recherche et d'une pratique de la science « *fondée par la volonté d'agir sur les choses et d'en maîtriser l'évolution* » (Pestre, 2003). Dans leurs lectures croisées du modèle de l'espace public habermassien, Benrahhal Serghini, Z, Céline Matuszak ont montré le rôle important que joue Internet en tant que média de communication dans sa capacité à contribuer, à modifier les espace-temps, les règles, les lieux de discussion et sa participation aux débats démocratiques dans son appropriation politique et sociale. Même si leur étude n'a pas porté sur la Mauritanie, on constate ce phénomène dans ce pays où les populations utilisent internet pour s'exprimer à la fois des mécanismes sociaux de production de connaissance, mais aussi des incidents potentiels en termes de risques (dégradation de la biodiversité). Les questions portent aussi sur les choix de développements économiques notamment au niveau local et international (accord de pêche UE-Mauritanie 2008-2012) en terme de régulation sociale. Pour étayer mes propos, j'ai analysé un corpus d'articles recensés sur le site web du Cridem⁴² sur la pêche (voir annexe 6). Des termes comme « *les pêcheurs artisans boudent la rencontre* », « *de la justice, s'il vous plait !* » « *Nécessité de tenir les états généraux de la pêche* », « *plage des pêcheurs : arnaques et hypocrisie, maîtres des lieux* », « *DSPCM : pas de quartier ! 24,2 millions UM d'amende contre des armateurs mauritaniens* », « *1 tonne de poissons appartenant au GIE Ganni saisi illégalement par la gendarmerie* », « *appel aux autorités de la pêche* », « *pêcheurs lésés* », « *la pêche a chuté de manière catastrophique* », « *lettre ouverte des pêcheurs artisans de Nouadhibou* » titrent certains articles paru sur le site du Cridem et montrent bien les questionnements de plus en plus prégnants de la population sur la pêche. Même s'il y'a une stratégie nationale de développement de la filière pêche, cette dernière traverse en général une crise qui a des conséquences vécues par les populations. Ces dernières se servent de l'internet pour exprimer leur pensée ou pour rapporter leurs inquiétudes. La communication scientifique peut apporter désormais des réponses de manière raisonnée, sur des questions considérées comme publiques et sociales pour l'éclairage qu'elle apporte dans les moments de discussion dialogique. Il faudra donc à l'IMROP repenser et replacer la communication de la science à la lumière des transformations sociales et des préoccupations

⁴² <http://www.cridem.org> : Ce portail véritable vitrine de la Mauritanie reçoit entre 6 à 7000 visiteurs quotidiennement et des soumissions d'articles avec la possibilité de commentaires. Le site trouve un véritable engouement pour communiquer en exposant les problèmes réels des populations.

sociétales. La communication permet de mettre l'accent sur les enjeux que recouvre la dimension publique des questions scientifiques. Dans le sens de Pierre Fayard⁴³ sur le besoin et l'impératif de communiquer la science aux citoyens, Michel Claessens, explique, qu'une recherche qui n'est pas communiquée n'existe pas parce que c'est la pratique de la communication scientifique qui donne à la science sa légitimité et sa dimension universelle (Claessens, 2009).

La France a connu des avancées significatives dans l'organisation de débats et la création d'espaces de discussion pour favoriser les échanges. Ainsi, le partenariat entre l'IUEM et l'IMROP peut être pensé dans ce cadre pour la mise en place de dispositifs de « *mise en visibilité* » et « *mise en débats* » dans un contexte spécifiquement mauritanien et pour instaurer le dialogue dans le domaine de la pêche entre les politiques, les scientifiques et les citoyens.

3.3 Communication et Gestion intégrés des écosystèmes

Les projets Pacoba et Amphore étudient entre autre le Parc national du Banc d'Arguin qui a une fonction de conservation qui désigne la restauration des écosystèmes dégradés et notamment les herbiers marins et les vasières d'importance vitale pour les ressources aquatiques vivantes et l'avifaune et des ressources surexploitées par l'homme, la protection et la prévention contre les risques de dommage sur les écosystèmes et les ressources (surexploitation, destruction d'habitats et pollution). La création du PNBA dans les années 1976 comme aire marine protégée par le gouvernement mauritanien pour protéger sa biodiversité a eu nécessairement comme conséquence, l'interdiction et la réglementation des activités économiques. Selon le projet de conservation et de développement des aires protégées marines et côtières en Afrique de l'ouest (CONSDEV), cette situation n'a pas manqué de créer des conflits entre les gestionnaires des parcs et les secteurs économiques tels que la pêche et le tourisme (Weigel, et *al.*, 2002).

Les interviews réalisées m'ont renseigné sur le rôle joué par la communication scientifique dans plusieurs projets de recherche sur les aires marines protégés en Europe et dans certains pays d'Afrique comme le Sénégal avec des résultats satisfaisants. Il nous a semblé important de proposer des actions similaires de communication dans des projets comme Pacoba et Amphore.

Au niveau du projet Amphore, le coordinateur Raymond Lae a indiqué que « *des réunions de concertation entre acteurs pour la gestion des écosystèmes sont programmées. Les scientifiques peuvent apporter des informations et des connaissances nouvelles mais les actions de sensibilisation ne sont pas encore programmées et peuvent aussi passer par des ONG qui se chargent de traduire le message et surtout la concertation doit être organisée au niveau*

⁴³ op cit.

institutionnel» (cf. annexe 4). Le projet Pacoba a bien intégré une composante communication dans ses débuts et une première réunion où nous avons participé avait été organisée en 2008. Néanmoins, des actions concrètes en termes de communication n'ont pas été réalisées faute de compétence et d'expertise suffisante à l'époque dans ce domaine. Au niveau des sciences humaines et sociales, des études ont été menées en anthropologie, sociologie, histoire et en géographie sur la région du PNBA. Cependant aucune étude sur les acteurs qui intègrent la médiation et la vulgarisation de la science dans un souci de cogestion et de gouvernance n'a été entreprise. Les Imraguens⁴⁴ sont la principale communauté qu'on rencontre au sein du PNBA. Ils se caractérisent par des traits d'originalité liés à l'histoire et à l'environnement social global dans lequel ils vivent. L'identité de ce groupe s'articule avant tout autour la prédominance des activités centrées sur la pêche et ses caractéristiques techniques et environnementales. Depuis la création du PNBA des changements sociaux se sont confirmés et accentués entraînant des recompositions territoriales et communautaires. Longtemps enclavé géographiquement, le PNBA s'est ouvert au tourisme, notamment par la construction de la route Nouakchott-Nouadhibou qui a vu ces activités comme une alternative économique pour les communautés résidentes. Ces évolutions récentes font du PNBA un espace à la fois accessible et menacé, qu'il s'agit de faire découvrir à un public plus large tout en le préservant (Dia et Boulay, 2007).

Au niveau sous-régional, le programme⁴⁵ régional de conservation de la zone côtière et marine en Afrique de l'Ouest (PRCM), est un bon exemple en matière d'intégration des enjeux communicationnels dans la stratégie d'intervention avec des axes précis notamment la vulgarisation et la culture scientifique dans la gestion intégrée des écosystèmes. Les résultats de ce programme ont montré le rôle important de la communication scientifique dans l'acquisition et la diffusion des connaissances sur les zones côtières et marines, l'éducation environnementale, la promotion et la participation du public à la prise de décision sur la gestion des zones côtières afin de développer la prise de conscience pour une gestion durable des écosystèmes.

Les interviews réalisées (cf. annexe 4) montrent que pour la majeure partie des chercheurs de l'IMROP, la communication se résume à la publication scientifique ou la présentation orale lors de séminaires ou groupe de travail. Des actions de communication à destination du grand public (journées portes ouvertes, conférences, débats, expositions, etc.) ne sont pas organisées par l'institut. Les chercheurs n'ont pas l'habitude de cette forme de communication ou tout simplement ne connaissent pas son importance. Des actions de sensibilisation et d'éducation environnementale

⁴⁴ Les Imraguens, pêcheurs du banc d'Arguin sont une ethnie de pêcheurs d'origine diverse : berbère (dont certains mots de vocabulaire sont issus, notamment concernant la pêche) et d'anciens esclaves. Répartis sur les 8 villages que comptent les 180 km de côte, ils sont les seuls à avoir le droit de pêcher dans la région.

⁴⁵ <http://www.prcmarine.mr/>

pour une gestion durable des ressources peuvent être faites à l'IMROP pour le grand public et les jeunes afin de les former à être de futurs citoyens soucieux de la préservation de leur environnement. La concertation et l'organisation de la participation citoyenne préconisée par Dominique Pestre⁴⁶ peuvent être envisagées afin que les citoyens ordinaires puissent être des participants à part entière du processus de gestion de préservation de l'écosystème. Cela revient à multiplier les liens entre les scientifiques et les acteurs locaux pour imaginer les solutions les plus efficaces et simples techniquement et socialement. Dans sa collaboration avec d'autres chercheurs dans les pays à risques sismiques, le Professeur Jacques Deverchère explique que « *la communication de la science a joué un rôle important surtout dans les zones à forts risques pour éduquer et sensibiliser les populations sur la prévention sismique, pour préparer la société, mais pour l'essentiel se sont les chercheurs nationaux qui s'occupent de cet aspect de communication* » (cf. annexe 4). La communication peut aussi aider à renforcer le dialogue avec les acteurs concernés et dénoncer les pratiques non durables qui compromettent les ressources côtières pour les générations à venir en valorisant le patrimoine que représente la zone côtière pour les populations. La Stratégie de Gestion du Secteur des Pêches et de l'Aquaculture (2008 – 2012)⁴⁷ de la Mauritanie a bien signalé la faible adhésion de la profession par rapport à certaines dispositions ayant un impact direct sur la rentabilité des unités de pêche et le manque d'implication des acteurs aux questions touchant le secteur, entraînant ainsi des conflits internes et externes. Elle suggère le renforcement de la gestion responsable des pêches qui est plus que jamais basée sur le partage des avantages et des risques entre l'administration et les acteurs. Ainsi donc l'adhésion de la profession et de la société civile aux mesures et options du gouvernement en matière de gestion durable présente un intérêt incontestable. Les efforts dans ce domaine seront axés sur l'implication à tous les niveaux des acteurs dans la gestion des pêches et dans le cadre d'une approche participative positive, en faveur de l'intérêt national notamment par la vulgarisation scientifique. Dans cette perspective de vulgarisation entre scientifique et acteurs locaux, se pose la question des moyens et plus précisément des cheminements à emprunter au vu de la diversité linguistique de la Mauritanie (les langues nationales sont au nombre de quatre) pour que l'information puisse participer aux résultats escomptés dans le corps social visé. Dans son cinquième plan quinquennal de recherche, l'IMROP essaye de développer une approche sociologique dans le programme « *Ecosystèmes aquatiques et usages* », mais comme l'a dit Jeanneret ; « *entre les deux pôles extrêmes que constituent la sociologie d'un côté, l'analyse linguistique de l'autre, l'approche communicationnelle peut devenir un trait d'union* » (Jeanneret, 1994).

⁴⁶ op cit.

⁴⁷ op cit.

3.4 Développement de la culture scientifique dans la recherche halieutique en Mauritanie

Comme l'affirme le programme de promotion de la culture scientifique et technique en Afrique et à Madagascar. « *Sans culture scientifique et technique, aucune population ne peut appréhender les enjeux de son développement ni maîtriser son avenir* » (PCST, 2006). Cependant en Mauritanie, on constate que les programmes de développement de la culture scientifique et technique sont presque inexistantes dans le paysage culturel. Dans son article « *sur la promotion de la culture scientifique et technique en Afrique* », Marie-Lise Sabrié montre bien le fossé entre la science et la société dans les pays du sud et l'inexistence voire le nombre très limité de structures nationales, associations dédiées à la médiation scientifique, universités engagés dans une politique volontariste de diffusion de leurs résultats de recherche. Les organismes de recherche se lancent rarement dans des actions de communication vers le grand public. Elle affirme aussi l'absence d'émissions de vulgarisation dans les médias africains, y compris Internet, et les revues de vulgarisation scientifique à destination du grand public (Sabrié, 2010).

Soucieux de sensibiliser le plus grand nombre aux enjeux et aux avancées de ces recherches, l'IRD coordonne des programmes de culture scientifique dans les pays du Sud (Afrique, Amérique latine, Asie). C'est dans cette perspective qu'il a conduit le programme « Promotion de la culture scientifique et technique dans la zone de solidarité prioritaire (PCST) » financé par le ministère français des affaires étrangères et européennes en fin 2004 dans dix pays du continent africain et à Madagascar. L'objectif est de contribuer au développement social et économique de ces pays par une politique de diffusion des savoirs scientifiques auprès des populations. Pour le comité de déontologie et d'éthique de l'IRD⁴⁸. « *Il importe que la population connaisse et comprenne les résultats de la recherche qui vont être mis à profit pour résoudre les problèmes auxquels elle est confrontée (...). Un effort particulier de diffusion de la culture scientifique sera engagée en direction des populations sans oublier les jeunes.*»

En prenant l'exemple de l'IMROP qui nous intéresse, malgré la diversité des projets de recherche notamment Pacoba et Amphore qui touchent l'écosystème du Banc d'Arguin, qui dit écosystème dit acteurs locaux (pêcheurs), populations locales ; aucune action de culture scientifique n'était encore prévue au moment où on a commencé cette étude. Or, nous savons le rôle indirect mais important que la culture scientifique peut jouer dans la conservation des écosystèmes. Les recherches et les actions dans le domaine de la biodiversité et des pêcheries doivent intégrer un volet culture scientifique pour améliorer la gouvernance des AMP, notamment les relations entre scientifiques et

⁴⁸ <http://ird.fr/fr/ccde>

populations locales.

Néanmoins, je pense que les discussions que j'ai eues pendant mes interviews (cf. annexe 3) avec les différents responsables et participants dans ces projets ont permis une prise en compte de la nécessité de réaliser des actions dans ce sens. Ainsi, parmi les recommandations du coordinateur du volet SHS du Pacoba, un projet d'exposition itinérante pour présenter les résultats du programme est prévu cette année sous forme de vulgarisation scientifique auprès du public jeune, des étudiants et des scolaires (Boulay, 2010).

Lors de notre discussion, le professeur Paul Tréguer⁴⁹ m'a parlé de l'expérience enrichissante de culture scientifique que le projet a réalisée dans le cadre du projet Gis-Europôle-Mer pour lui, « *les films de vulgarisation à destination du grand public sont des outils qui rendent accessible la science aux populations* ». Il m'a cité des exemples des films de vulgarisation scientifique qu'ils ont réalisés dans le cadre du Gis-Europôle en collaboration avec des scientifiques et qui ont été traduits en plusieurs langues. Il m'explique que dans le passé, l'IUEM avait réalisé un film à vocation de vulgarisation scientifique et chaque fois qu'un chercheur partait en mission (en campagne en mer, expédition scientifique, ...), il l'amenait avec lui créant ainsi un engouement des jeunes à la science en montrant aussi le dynamisme de la recherche de l'institut. Il pense que les conférences grand public doivent être encouragées par ce que ce sont d'autres moyens de rapprocher la science de la société.

En 2007, l'IRD avait organisé une exposition itinérante : Science au sud⁵⁰ qui a connu un grand succès en Mauritanie. L'expérience de l'IRD dans la diffusion des savoirs scientifiques est enrichissante. Dans le cadre du partenariat, différentes actions qui ont été menées par le PCST peuvent être repensées dans un contexte mauritanien multiethnique et multilingue, à forte tradition orale, au taux d'analphabétisme encore élevé⁵¹ pour réaliser des actions de culture scientifique.

⁴⁹ op cit.

⁵⁰ Science au sud était une exposition itinérante pour montrer la recherche française dans les pays du Sud. L'exposition a fait plusieurs pays (France, Sénégal, Mali, Mauritanie). Il a été présenté à Nouadhibou en partenariat avec l'IMROP.

⁵¹ Selon les Nations Unis, le taux d'alphabétisation des adultes est de 57,5 % (<http://www.un.mr>)

Conclusion

La communication scientifique de l'IUEM répond à un enjeu de visibilité et de positionnement dans le cadre des réformes en cours dans l'organisation de l'enseignement et de la recherche en France. Ces modifications constituent une incitation au partenariat à la fois au niveau national et international dans les instituts de recherche et de formation. L'IUEM a certes un positionnement spécifique de par sa triple mission de formation, de recherche et d'observation dans le domaine des sciences de la mer qui constitue pour lui le point fort pour bâtir sa notoriété et sa visibilité de par ses laboratoires au sein des unités mixtes de recherche. Mais l'enjeu est d'abord un enjeu national et européen à la fois pour ses équipes de recherche, pour les appels à projets mais aussi pour attirer des étudiants dans les formations dispensées dans le cadre du master et de l'école doctorale en science de la mer.

Un constat est là, la communication est difficile à gérer dans les laboratoires qui disposent de plusieurs tutelles au sein des unités mixtes de recherche. Chaque tutelle souhaite communiquer sur l'activité de ses membres. En cela l'équipe de communication de l'IUEM a un important chantier. Mais le projet de communication de l'IUEM ne pourra se réaliser que si l'ensemble des structures (laboratoires de recherches, unité de service) comprennent les enjeux et adhèrent à la prospective que le service de communication est en train de réaliser.

Le partenariat avec l'IRD et l'IUEM offre des opportunités à l'IMROP de développer la recherche halieutique en Mauritanie par la formation à la recherche dans le cadre de stage, de formation au Master, à l'école doctorale en science de la Mer et au travers les projets de recherche en partenariat comme Pacoba et Amphore. La communication de la science joue un rôle essentiel pour le développement de la science et de la technologie dans un pays. Les instituts de recherche du sud comme l'IMROP ont un rôle important à jouer dans le développement de la culture scientifique en diffusant l'information et en vulgarisant l'information scientifique et technique au sein des populations et notamment les jeunes. Cette étude m'a mis en relation avec des personnes expérimentées dans la communication scientifique. Il en découle entre autre, l'engagement de la direction de communication de l'IRD dans le cadre du partenariat IUEM/IRD-IMROP de m'accompagner et m'assister dans le montage et la réalisation de projets de coopération dans ce domaine en Mauritanie. Les réflexions sur les projets à mettre en œuvre ont déjà commencé et seront poursuivies après le stage.

Bibliographie :

- Aubert, F., (2008). Vers un partenariat renouvelé entre organismes de recherche, universités et grandes écoles. Rapport à Madame la ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche Remis par François d'Aubert, ancien ministre président de la Cité des Sciences et de l'Industrie ; 36p.
- Benrahhal Serghini, Z, Céline Matuszak, C, (2009). Lire ou relire Habermas : lectures croisées du modèle de l'espace public habermassien, in : Etude de Communication, langages, information, médiations, n°32. Université Lille3 Charles-De-Gaulle, pp. 33-49.
- Boulay, S., (2010). Rapport de mission du volet Sciences Sociales du projet Pacoba réalisé du 15 au 25 avril 2010 en Mauritanie. 5p.
- Boncoeur, J. et *al.*, (2010) Les indicateurs économiques du secteur des pêches In : Evaluation des ressources et Aménagement des pêches de la ZEE Mauritanienne, Rapport du sixième Groupe de travail IMROP, décembre 2006, 119 p.
- Bravo, J, Athane, B., (2006). Mission d'audit de modernisation : Rapport sur les moyens navals d'exploration maritime des organismes de recherche. Inspection générale de l'administration de l'éducation nationale et de la recherche, Conseil général des Mines, 19p.
- Callon, M, Lascoumes, P, Barthe, Y (2001), agir dans un monde incertain. Essai sur la démocratie technique, Paris, le Seuil (collection « la couleur des idées »), 358 p.
- Cattin, D., Schreiber, M., (2002). Le partenariat: entre désir et réalité ; Une étude sur le partenariat dans la coopération internationale In : Echos du Cota, n°100, septembre 2003, pp. 3-8.
- Chicoineau, L., (2005). Pour une recherche-action avec les institutions de CSTI. In : la publicisation de la science. Exposer, communiquer, débattre, publier, vulgariser, Presse Universitaire de Grenoble (PUG), 141p,
- Claessens, M. (2009). Science et communication : pour le meilleur ou pour le pire ? Editions Quae, 173p.
- Coordination Sud, (2006). Guide partenariat : outils pratiques à l'usage des partenaires du Nord et du Sud, 48p.
- Delforce, B., (2003). Les spécificités de la médiatisation : l'information scientifique au risque des médias », in Claude Le Bœuf et Nicolas Pélissier (Sous la direction de), Communiquer l'information scientifique, éthique du journalisme et stratégie des organisations, l'Harmattan, p.163-177.
- Dia A. D, Boulay S., (2007). Projet d'approfondissement des connaissances sur les écosystèmes du golfe d'Arguin (PACOB), Atelier de consultation expert: Proposition pour la composante « science sociale » ; IMROP, 4 p.

- Fayard, P. (1988). La communication scientifique publique, de la vulgarisation à la médiation, Editions chronique sociale, 1988, 148 p.
- Habermas, J. (1987). Théorie de l'agir communicationnel, vol 2, collection, l'espace du politique, Paris, Fayard, 480 p.
- IRD, 2006. Projet FSP « Promotion de la culture scientifique et technique en zone de solidarité prioritaire » (PCST), Délégation à l'Information et la communication de l'IRD.
- Jacobi D., Schiele, B. (1998). Vulgariser la science, le procès de l'ignorance, Champ Vallon.284 p.
- Jeanneret, Y, (1994). Ecrire la science, formes et enjeux de la vulgarisation, Collection « Sciences, histoire et société », Presse Universitaire de France (PUF), 392 p.
- Labrosse, P., et al., (2010) Evaluation des ressources et Aménagement des pêches de la ZEE Mauritanienne, Rapport du sixième Groupe de travail IMROP, décembre 2006, 119 p.
- Latour, B, (2001). Le métier de chercheur : regard d'un anthropologue, 2ème édition revue et corrigée. INRA éditions, 103 p.
- Leresche, J-P, Larédo, P, Weber, K. (eds.) (2009). Recherche et enseignement supérieur face à l'internationalisation : France, Suisse et Union européenne, 397 p.
- Libaert, T., (2009). Introduction à la communication. Dunod : les Topos, 122 p.
- Miège, B., (2005). L'espace public scientifique sociétal : ô combien problématique. In : la publicisation de la science. Exposer, communiquer, débattre, publier, vulgariser, Presse Universitaire de Grenoble (PUG), 141p.
- Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche. (2009), dossier entrée universitaire : année universitaire 2009/2010, 42 p.
- Ministère des Affaires étrangères, (2007). Document Cadre de Partenariat France - Mauritanie - DCP - (2007-2011). Paris, le 30 octobre 2007.
- Ministre d'Etat chargé de la mer, (2009). Livre bleu : Stratégie nationale pour la mer et les océans, 41p.
- MESR, 2009 Rapport général du Schéma National de Recherche et d'Innovation (SNRI), 37 p.
- MPEM, 2007, États généraux du secteur des pêches : synthèse de la stratégie 2008-2012.
- Olivesi, S. (2007). Introduction à la recherche en SIC. Presse Universitaire de Grenoble, Grenoble, 332 p.
- Ould Sidi H., Habaye Ag M. (2005). Etat et environnement de la recherche en Mauritanie: étude exploratoire, Centre de recherche pour le développement International, 28 p.
- Pailliant, I, (éd.) (2005). La publicisation de la science. Exposer, communiquer, débattre, publier, vulgariser, Presse Universitaire de Grenoble (PUG) p. 141.

- Pestre, D. (2003). Science, argent et politique : un essai d'interprétation, Inra, 210 p.
- Ries, A., Trout, J., (2003). Les 22 lois du marketing : si vous transgressez, c'est à vos risques et périls. Paris, Dunod, 176 p.
- Romeyer, H. (2009). Cours : sciences et technique dans la sphère publique, ICM.
- Sabrié, M.-L., (2010) « *La promotion de la culture scientifique et technique en Afrique* », In : la lettre de l'OCIM, n°128 mars-avril pp.5-7.
- Sakho, C.I., (2009). Relations science - média. Etude de cas : nature des relations entre les scientifiques du centre Ifremer de Brest et les journalistes régionaux et rôle du service de la communication de l'institut. Soutenu le 11 juin 2009.
- Surugue, B., 1988. Sahel bleu, ORSTOM, CNROP, film documentaire de 26 mn traduit en trois langues (Français, Anglais, Arabe).
- Vink, D., (2007) Sciences et sociétés : sociologie du travail scientifique, Armand Colin, 102 p.
- Weigel, J-Y et al., (2002) « *Evaluation du rôle des aires marines et côtières protégées ouest africaines comme vecteur de conservation des ressources naturelles renouvelables et de développement économique et social (PNBA, RBDS, RBABB), Module 11 : synthèse finale* » In : Cohérence des politiques de conservation et de développement des aires protégées marines et côtières en Afrique de l'ouest Projet CONSDEV, n°ICA 4-2001-10043 (INCO-DEV Programme, European Commission, Research Directorate-General). 26p.
- Weill, Pascal, (1990). Communication oblige !: Communication institutionnelle et de management ; pars : les éditions d'organisation, 261 p.
- Westphalen, M-H, (1994). Le Communicator : guide opérationnel pour la communication d'entreprise. Paris : Dunod, 2e édition, 366 p.
- Zappalà, A, (1997). La médecine médiatisée : entre la médicalisation du social et la socialisation de la science, Sciences et médias, Hermès 21, CNRS Editions, Paris, 182 p.
- Zémor, P. (1995). La communication publique, PUF, Que sais-je, 17 p.

ANNEXES

Annexe 1 : Participation aux activités du Service Communication et Médiation scientifique

J'ai privilégié l'approche participative pour pouvoir bénéficier à la fois de l'expérience de mon maître de stage mais aussi de la chargée de communication de l'IUEM. Ainsi, outre la recherche personnelle, mon activité a consisté à travailler à la fois avec l'un ou l'autre pour la préparation des activités ci-dessous.

▪ Réalisation de la Prospective de Communication de l'IUEM :

Le Service Communication et Médiation Scientifique de l'IUEM, doit proposer une prospective de communication pour les quatre années qui vont venir. Pour réaliser ce document qui va résumer les grandes orientations de l'IUEM en matière de communication, différentes réunions sont en train d'être organisées avec les équipes des laboratoires. A la fin des séances de travail, le document de prospective de communication sera réalisé et servira de base pour l'équipe de communication de l'institut.

Date : février – juin

▪ Journée Sciences Navales :

La "Journée Sciences Navales" (JSN) a été organisée le jeudi 11 février 2010 sur le site de l'École navale, à Lanvéoc, en presqu'île de Crozon. L'École Navale est un institut pluridisciplinaire, mêlant militaires et civils ; elle accueille des stagiaires venant de la France et de l'étranger. L'école propose des formations aux métiers d'officiers de carrière, de marins répondant aux critères fixés par l'organisation maritime internationale. La journée vise à promouvoir l'enseignement scientifique et les recherches menés au sein de l'Institut de Recherche de l'École Navale (IRENav). L'IUEM y a présenté ses activités de recherche, de formations et d'observation.

Date : 11 Février 2010.

▪ Participation au Mois de la science :

L'IUEM (notamment à travers le LEBHAM) a participé de façon active au Mois de la science de Brest, dont le thème est cette année "évolution et biodiversité". Une exposition sur les plantes intitulée : Histoire de plantes : évolution et diversité des végétaux" a été présentée pendant toute l'opération.

Dates : du 8 mars au 4 avril 2010.

- **"Rallye de la biodiversité" :**

Cette opération consiste à mobiliser pendant un week-end les réseaux de naturalistes professionnels et amateurs afin d'effectuer un recensement de la biodiversité marine et terrestre sur un ensemble de sites sélectionnés pour leur intérêt sur les communes de Brest et de Plougastel. L'IUEM coordonne et pilote la partie marine de l'opération, en partenariat avec Bretagne vivante (faune terrestre) et le Conservatoire botanique (flore terrestre). Les biologistes de l'IUEM (essentiellement LEMAR et LEBHAM) ont apporté leurs compétences sur les espèces marines et littorales de faune (poissons, crustacés, annélides, mollusques,...) et de flore (algues, halophytes,...).

Date : fin mai

- **Portes ouvertes 2010 de l'UBO :**

Comme chaque année, toutes les composantes de l'UBO sont mobilisées pour présenter l'ensemble des formations initiales, la formation continue, les activités de recherche, pour parler des métiers préparés, des débouchés et faire visiter les différentes infrastructures.

Cette année, l'IUEM a disposé d'un stand sur l'UFR Sciences et Techniques pour présenter son Master des Sciences de la mer et du Littoral, son Ecole Doctorale en Sciences de la Mer et le nouveau Mastère Spécialisé «Energies marines renouvelables ».

Date : 6 et 13 mars 2010

- **Inauguration du Bateau de l'IUEM :**

A l'occasion de la mise en service de son navire de station "Albert Lucas", l'IUEM organise un évènement autour d'une de ses trois missions statutaires, l'observation du milieu marin. Le même jour on aura le baptême du bateau et l'ouverture officielle du portail internet de l'Observatoire IUEM qui donne accès aux différentes séries de données recueillies en routine.

Date : 3 juin 2010

- **Forum des Doctorants**

L'association des étudiants de l'Ecole Doctorale des Sciences de la Mer a été créée à l'initiative de jeunes chercheurs en 1997. Le Forum des Doctorants vise à dévoiler, à travers deux journées d'échanges avec le public de leur faire découvrir la mer et proposer un cadre de discussion avec différents acteurs économiques. Le Forum est l'occasion aussi pour les doctorants de présenter l'étendue des travaux de recherche qu'ils effectuent actuellement dans le domaine de l'environnement marin et du littoral sous une forme vulgarisée et conviviale.

Date : 7-8 Avril

▪ **Ecole d'été "Ecosystèmes marins et société face au changement climatique"**

Destinée à des chercheurs et étudiants, cette manifestation scientifique organisée par l'IUEM et le programme IMBER est mentionnée ici en raison de l'importance des questions liées à la biodiversité dans le contexte du changement climatique. L'originalité de cette initiative est dans la pluridisciplinarité de l'approche et l'accent porté sur l'interaction avec la société.

Dates : 21-27 août 2010.

Annexe 2 : Grille d'interview spécifique pour l'IMROP

Questionnaire Partenariat :

I. Présentation:

1. Quelle est votre spécialité ?

1. Dans quelle structure (laboratoire ou service) travaillez-vous ?

II. Collaborations/ Partenariats :

Travaillez-vous en partenariat avec d'autres organismes dans des pays du sud ?

Oui non

Avec quel genre d'organismes cette collaboration se fait ?

1. Institut
2. Université

Depuis combien de temps ?

Si oui indiquez dans quel cadre ?

1. Expertise
2. Programme de recherche
3. Convention
4. Collaboration informelle
5. Autres

Avez-vous réalisé des actions scientifiques avec les partenaires ? Expliquer ?

IV Quels enjeux dans le partenariat ?

Quels sont pour vous, les enjeux pour l'IMROP de développer un partenariat avec un autre institut en Europe (France) ?

Précisez ?

Comment envisagez-vous développer ce partenariat ?
Expliquez ?

Pensez-vous que la communication que jouer un rôle ?
Si oui Comment ?

III. Quelle place pour la communication ?

Avez-vous réalisé des actions de communication dans le cadre de ce partenariat ?

Selon vous quelles formes peuvent prendre cette communication

Qu'est ce que vous pensez les actions suivantes ?

1. communiquer pour faire connaître l'IMROP dans les autres pays pour inciter à la création de partenariat ?

Comment ?

2. faire connaître les actions de l'IMROP en partenariat ?

Comment ?

3. Intégrer le questionnement en communication scientifique (science-société) dans les activités des projets ?

Précisez ?

4. Faire des actions de culture scientifique ?

Précisez ?

Annexe 3 : Listes des personnes interviewées :

Monsieur Paul TREGUER :

Ancien directeur de l'IUEM et Président du Gis Europole - Mer
Institut Universitaire Européen de la Mer - Université de Bretagne Occidentale (UBO)
Technopôle Brest-Iroise, Place Copernic, 29280 Plouzané, France

Monsieur Professeur Jacques CLAVIER

Professeur à Institut Universitaire Européen de la Mer - Laboratoire des sciences de
l'Environnement Marin (LEMAR)
Technopôle Brest-Iroise, Place Copernic, 29280 Plouzané, France

Monsieur Jacques DEVERCHERE

Professeur à Institut Universitaire Européen de la Mer - Laboratoire Domaines Océaniques (LDO)
Technopôle Brest-Iroise, Place Nicolas Copernic - 29280 Plouzané, France

Madame Lisa MADDISON

Directrice Exécutif du programme IMBER International Project Office
Institut Universitaire Européen de la Mer (IUEM)
Technopôle Brest-Iroise - Place Nicolas Copernic - 29280 Plouzané, France

Jean-Alain POCARD :

Responsable du Service des Relations Internationales et des Partenariats (SRIP)
Institut Universitaire Européen de la Mer Unité Mixte de Service
Technopôle Brest-Iroise, Place Copernic, 29280 Plouzané, France

Madame Sophie BEAUVAIS

Directrice adjointe du programme IMBER International Project Office
Institut Universitaire Européen de la Mer (IUEM)
Technopôle Brest-Iroise - Place Nicolas Copernic - 29280 Plouzané, France

Monsieur Raymond LAE

Directeur de recherche à l'IRD
Coordinateur du projet Amphore
Centre Institut de Recherche pour le Développement (IRD) de Bretagne
Technopôle Brest-Iroise, Place Copernic, 29280 Plouzané, France

Monsieur Sébastien BOULAY :

Coordinateur du volet science social du projet Pacoba
Maître de Conférences en Anthropologie
Faculté des Sciences Sociales de la Sorbonne- Université Paris Descartes
Centre Population et Développement (CEPED - UMR 196 UPD-INED-IRD)

Madame Marie-Lise SABRIE :

Coordinatrice du projet Programme de Promotion de la Culture Scientifique et Technique en
Afrique et à Madagascar (PCST)
IRD - Délégation à l'information et à la communication- Secteur Culture Scientifique
Le Sextant 44, boulevard de Dunkerque, F-13572 Marseille Cedex 02

Madame Raphaële NISIN :

Responsable Actions pour les jeunes IRD - Délégation à l'information et à la communication
Secteur Culture scientifique.
44 boulevard de Dunkerque- 13 572 Marseille Cedex 02

Monsieur Diagne Ameth DIAGNE :

Chercheur au Département des Opérations - Laboratoire de Biologie et Ecologie des Organismes
Aquatiques - Institut Mauritanien de Recherches Océanographiques et des Pêches (IMROP) en
stage à l'IUEM.
BP. 22, Nouadhibou – Mauritanie

Monsieur Mohamed Ahmed OULD MOUSTAPHA:

Chercheur Département des Opérations - Laboratoire de Biologie et Ecologie des Organismes
Aquatiques - Institut Mauritanien de Recherches Océanographiques et des Pêches (IMROP) en
stage à l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD)
BP. 22, Nouadhibou – Mauritanie

Dr. Elimane Abou KANE :

Chercheur au Laboratoire des Etudes Sociales et Economiques - Département des Opérations.
Institut Mauritanien de Recherches Océanographiques et des Pêches (IMROP)
BP. 22 Nouadhibou-Mauritanie

Monsieur Cheikh Ibrahima SAKHO :

Service Information et Communication de Institut Mauritanien de Recherches Océanographiques et
des Pêches (IMROP)
BP. 22, Nouadhibou – Mauritanie

Annexe 4 : Résumé des interviews :

Professeur Jacques Clavier

Date d'interview : le 25/02/2010

Le professeur Jacques Clavier est le coordinateur du volet océanographie-physique du projet Pacoba. Lors de notre discussion il m'a expliqué la participation du LEMAR dans le projet qui vise à compléter les connaissances sur le fonctionnement de l'écosystème du Banc d'Arguin. Le projet a commencé depuis 2007 avec la participation de 4 personnes du LEMAR. Ainsi, 4 missions sont prévues. A ce jour, 3 missions ont été réalisées (mais 2008, novembre 2008, janvier 2010). Le projet permet de mettre à disposition de l'IMROP dans le cadre d'une convention de partenariat signée en novembre 2009, l'expertise de l'IUEM/UBO dans le domaine de la recherche et de la formation sur les sciences de la mer. A court terme, une réflexion est entamée pour la mise en place d'un observatoire de l'environnement et de suivi des peuplements benthiques destiné à surveiller, sur une base annuelle, l'évolution du milieu par l'étude des stries d'accroissement de mollusques permettant de reconstituer les caractéristiques de cet environnement sur une période pouvant remonter à plusieurs siècles. Pour lui l'intérêt des chercheurs français de travailler sur des problématiques mauritaniennes est essentiellement d'ordre scientifique pour l'amélioration des connaissances. Selon lui « *la Mauritanie est un terrain vierge du point de vue scientifique* ».

Cependant, il déplore certains problèmes rencontrés lors des missions en Mauritanie, le manque de professionnalisme des marins de l'IMROP en termes de qualité du travail, de sécurité en mer. Dans le cadre du partenariat, un chercheur de l'IMROP complète sa formation (Master 2) par un stage de 6 mois au LEMAR au premier semestre de 2010. Ce stage portera sur le traitement des données acquises pendant la mission de janvier-février 2010, à laquelle il a participé.

Sur les questions de communication de la science, Il affirme que la collaboration se fera sous forme de réunion de restitution qui aura lieu en 2012 lors des réunions comme celle tenue en février passé à l'IMROP, mais aussi de publications scientifiques qui découleront des résultats de leur étude. En ce qui concerne la communication scientifique sous forme de communication grand public, de médiation scientifique ou de vulgarisation, il pense que se sont les chercheurs mauritaniens qui doivent s'occuper de ça.

Professeur Jacques Deverchère

Date d'interview : le 24/03/2010

Le professeur Jacques Deverchère est professeur à l'UBO et membre du Laboratoire LDO qui est spécialisé sur la tectonique géodynamique. Il a travaillé depuis plusieurs années maintenant sur des collaborations scientifiques notamment au Pérou, en Russie, en Indonésie, en Sibérie, en Tanzanie, en Mongolie. Les collaborations portent sur l'acquisition de données et l'échange d'expertise sur les risques sismiques, l'évaluation sismique (*traitement de données, discussions sur les concepts scientifiques*). Il explique que « *dans certains pays à risque, la communication de la science a joué un rôle important surtout dans les zones à forts risques pour éduquer et sensibiliser les populations sur la prévention sismique, pour préparer la société, mais pour l'essentiel se sont les chercheurs nationaux qui s'occupent de cette aspect de communication* ». En Afrique, principalement en Algérie, le partenariat ANR coopération franco-algérienne porte sur la formation et l'encadrement de chercheurs algériens notamment par la coopération avec le Centre de recherche en Astronomie Astrophysique et Géophysique (CRAAG) qui permet d'encadrer des chercheurs algériens dans le domaine de la paléo-sismologie. La collaboration permet aussi de créer un réseau sismologique

pour faire progresser la connaissance. La communication porte aussi à la rédaction de publications scientifiques en commun, les rencontres, ... « *La principale difficulté est la coordination du travail et la vérification de la solidité des acquis et la capacité à mobiliser* ».

Raymond Lae

Date d'interview : le 24/03/2010

Monsieur Raymond Lae est directeur de recherche à l'IRD où il travaille depuis plusieurs années maintenant. C'est ainsi qu'il a une grande expérience du travail partenarial notamment avec les pays du Sud comme le Sénégal. Il travaille aussi au sein du LEMAR. Actuellement, il est le coordinateur du projet de recherche ANR-Amphore « aires Marines Protégées » auquel l'IMROP participe. Notre discussion a porté sur la recherche dans les pays du Sud qui selon lui a beaucoup de chemin à faire pour se développer. Interrogé sur la communication de la science qui peut être faite dans les projets de partenariat comme Amphore ? Il explique que « *Ce n'est pas réellement prévu par le projet mais de nombreuses enquêtes sont réalisées par nos collègues des sciences sociales et dans ce cadre (aspects socio-économiques et gouvernance) de nombreux entretiens sont programmés avec les autorités institutionnelles et les collectivités locales* ». Sur les questions qui peuvent être faites dans le domaine de la communication au niveau des populations local , du grand, public, des professionnels du secteur de la pêche dans une préoccupation de gestion intégrée de ses écosystèmes, il dit que « *C'est déjà en cours avec des réunions de concertation entre acteurs pour la gestion des écosystèmes. Les scientifiques peuvent apporter des informations et des connaissances nouvelles mais les actions de sensibilisation ne sont pas encore programmées et peuvent aussi passer par des ONG qui se chargent de traduire le message et surtout la concertation doit être organisée au niveau institutionnel*».

Sébastien Boulay

Date d'interview : entre le 15/04/2010 et le 04/05/2010

Monsieur Boulay est le coordinateur du volet sciences sociales du projet Pacoba. Notre discussion s'est fait essentiellement via l'échange de mails. Pour lui la « *formation dans le domaine de la communication scientifique et technique me semble extrêmement importante pour une institution de recherche comme l'IMROP* ». Il est persuadé du rôle que peut jouer la communication scientifique dans la diffusion des résultats de recherches en cours comme AMPHORE et PACOBA. Il m'a informé de la préparation de 2 ouvrages, l'un sur l'histoire de la ville de Nouadhibou, l'autre sur les dynamiques de peuplement actuel du Golfe d'Arguin et plus largement du littoral. Il m'a renseigné également sur une mission collective d'inventaire des archives de la SIGP, qui aura lieu début août. La mission SIGP est une mission collective (chercheurs français et mauritaniens) qui se fera du 1er au 10 août 2010. Elle vise à faire un inventaire primaire de ce fonds très important pour l'histoire économique de la pêche mauritanienne et pour l'histoire de Nouadhibou en général. Le projet souhaite faire des actions de communication qui seront aussi une occasion de discussion entre les chercheurs et les acteurs intéressés par la conservation. Il souhaite que je participe à cette mission pour m'occuper de la communication parce que comme il dit : « *Nous prévoyons également de communiquer sur cette mission, pendant et après, par une table ronde et des conférences. Si tu es à NDB début août, peut-être pourras-tu participer à ces actions de communication* »...Il recommande aussi dans son rapport de mission de coordination du volet sciences sociales de Pacoba effectuée du 15/04/2010 au 25/04/2010, la réalisation d'un projet d'exposition itinérante à vocation vulgarisation scientifique présentant les principaux résultats de ce programme qui doit être réalisé avant la fin de l'année 2010.

Lisa Maddison et Sophie Beauvais

Date d'interview : 15/03/2010

Madame Maddison et madame Beauvais, représentent la coordination du programme IMBER : Integrated Marine Biogeochemistry and Ecosystem Research (<http://www.imber.info/index>). Le projet est basé en Afrique du Sud. 24 pays à travers le monde participent actuellement à ce programme. Le programme s'intéresse sur comment « *les océans réagissent face aux changements climatiques* ». Il vise à faciliter la collaboration et les rencontres de chercheurs travaillant sur ses thématiques. Le bureau du projet au sein de l'IUEM facilite la coordination des activités de recherche et la mise en place et la gestion de projets scientifiques dans ce domaine. Il s'occupe aussi de la gestion de données et de l'organisation de rencontres scientifiques (séminaire, groupe de travail, ...) comme celui qui sera organisé du 23 au 27 août 2010 *Clim Eco2*. Le programme aide entre autres les pays du Sud à trouver les fonds pour mener des actions sur ses thématiques grâce à un projet de labellisation octroyé par IMBER. Au niveau de la communication, le programme s'intéresse de plus en plus à la thématique science-société. Les membres du programme au niveau international réfléchissent sur comment mettre sur pied des projets de communication, vers le grand public dicté par une nécessité de plus en plus de communiquer la science « *sentir la nécessité de développer la communication la vulgarisation scientifique* » Sophie Beauvais explique qu'une fois mis en place, au niveau de l'IUEM, le programme s'appuiera sur l'expertise du service communication de l'IUEM pour réaliser ses actions de communication.

Jean Alain Pocard

Date d'interview : le 10/03/2010

Monsieur Pocard est Responsable du Service des Relations Internationales et des Partenariats (SRIP) de l'IUEM. Il a entre autres participé à la mise en place de la convention de partenariat UBO/IUEM et IMROP. Il m'a éclairé notamment sur la convention de coopération IUEM/IMROP en me fournissant la documentation nécessaire (convention, cadre de partenariat) pour lui « *l'intérêt maintenant des scientifiques de travailler en partenariat est dû entre autres à la réorganisation du financement de la recherche en France et en Europe, mais aussi par des préoccupations scientifiques de la recherche* ».

Professeur Paul Tréguer

Date d'interview : le 31/03/10

Le Professeur Tréguer est un des anciens directeurs de l'IUEM, et actuellement il est le président du Gis Eurôpole –Mer. Il m'a renseigné sur des actions de communication scientifique qui ont été développées dans le cadre du programme au niveau des scolaires et du grand public (www.euro-oceans.eu, www.euro-ocean.info). Il m'a informé sur des collaborations avec un pays du Sud notamment le Maroc sur un programme intitulé gestion écosystémique des pêcheries. Au niveau de la communication de la science, pour lui les films de vulgarisation à destination du grand public sont des outils qui rendent accessible la science aux populations. Il m'a cité des exemples de films de vulgarisation scientifique réalisés dans le cadre du Gis-Eurôpole en collaboration avec des scientifiques et traduits en plusieurs langues. Ces réalisations se sont effectuées dans 8 pays et ont eu beaucoup de succès. Ces concours de films ont été lancés par un appel d'offre dans tous ces pays pour les classes du primaire et du collège. Un comité de sélection du film. Invitation de personnes. « *C'est une classe primaire qui a gagné* ». Dans le passé, il explique que l'IUEM avait réalisé un film à vocation vulgarisation et chaque fois qu'un chercheur partait en campagne en mer, il l'amenait avec lui créant ainsi un engouement des jeunes à la science mais aussi il permet de montrer le dynamisme scientifique de l'institut. Les conférences grand public doivent être encouragées pour mieux rapprocher la science de la société.

Marie-Lise Sabrié

Date d'interview : le 14/04/2010

J'ai discuté avec Madame Sabrié au téléphone. Les discussions ont porté essentiellement sur les actions de communication scientifique qui peuvent être réalisées en partenariat avec l'IRD. Elle m'a parlé longuement de l'expérience de l'IRD dans le cadre du Programme de Promotion de la culture scientifique au sud notamment au Maroc, au Sénégal pour ne citer que ceux-là et qui ont eu des résultats satisfaisants. Elle pense que des actions pareilles peuvent être réalisées au niveau de la Mauritanie dans le cadre de projets de recherche déjà existants ou d'actions de culture scientifique comme PCST. En tant que communicant, la responsable de la Direction de l'information et de la communication de l'IRD à Marseille, m'a parlé du rôle important que la communication de la science peut jouer dans les pays du Sud au niveau de l'éducation à l'environnement, la prévention des maladies, la sensibilisation sur la biodiversité et le développement de la culture scientifique des jeunes. Elle a réalisé des articles sur la culture scientifique dans les pays du Sud qui peuvent être consultés via le site web du projet PCST (<http://www.latitudesciences.ird.fr>). Elle s'est engagée dans le cadre du partenariat IRD-IMROP de m'aider au montage et à la réalisation de projets de communication scientifique en Mauritanie.

Raphaële Nisin

Date d'interview : le 18/05/2010

Madame Nisin s'occupe du secteur culture scientifique de l'IRD, des actions pour les jeunes à la direction de l'information et de la communication de l'IRD à Marseille. Comme avec madame Sabrié, notre discussion s'est déroulée par téléphone. Elle m'a parlé de l'expérience de l'IRD dans la coordination de projets de culture scientifique à destination des jeunes dans le cadre du PCST, mais aussi des actions jeunes qui sont en train d'être réalisées en France et dans les pays du Sud. Elle pense qu'il est important de développer la culture scientifique dans les pays du Sud pour « *donner aux jeunes le goût de la science et pour sensibiliser les populations* ». Elle pense que je peux m'appuyer sur les ONG existant au niveau local ou les associations de jeunes comme les clubs Unesco ou clubs jeunes pour réaliser les actions de communication en Mauritanie.

Diagne Ameth et Mohamed Ahmed O. Moustapha

Date d'interview : mi-février-Mars 2010

Ces deux scientifiques de l'IMROP ont séjourné en même temps que moi à Brest dans le cadre de leur stage de master 2. Le premier est Ameth Diagne ; il fait une formation en océanographie biologique à l'université de Marseille. Il est encadré par le professeur Jacques Clavier. Le second fait une formation en acoustique marin. Il est encadré par Anne Lebourges-Dhaussy à l'IRD. Les discussions ont porté essentiellement sur la recherche à l'IMROP et les moyens de la développer.

Dr Elimane Abour Kane

Date d'interview: 18/03/2010

Le docteur Kane est économiste de l'environnement et des ressources naturelles. Il travaille dans le Laboratoire des Etudes Sociales et Economiques, Département des Opérations de l'IMROP. Il participe dans les projets Pacoba et Amphore sur la mise en place d'un système pérenne d'indicateurs socioéconomiques pour la zone du Banc d'Arguin est en partenariat avec Nicolas Roncin, membre du groupe de travail indicateurs socioéconomiques du projet et le professeur Jean Boncoeur, qui est le responsable scientifique du Groupe de Travail indicateurs socioéconomiques du projet Amphore. Pour lui, il est important pour l'IMROP de développer un partenariat avec un autre institut en Europe (France) « *Il s'agit de connaître les activités de recherche des établissements d'enseignement supérieur et de recherche situés dans les pays du nord, de favoriser l'approche pluridisciplinaire et susciter les échanges entre les instituts et les universités mais également favoriser le dialogue entre le monde universitaire européen et le monde de la recherche du sud* ». Il explique que « *l'un des principes clés de la communication est celui de la synergie* ».

entre les partenaires en vue d'un objectif commun ». Dans le cadre de ce projet, la communication « offre aux établissements partenaires une plateforme unique pour communiquer (réunions, colloques, rapports d'activités, sur leurs programmes et leurs résultats) et c'est une occasion de nouer des contacts avec d'autres instituts ayant en partage des thématiques communes, pour faire connaître l'IMROP » dans les autres pays pour inciter à la création de partenariats pour montrer son dynamisme notamment via les colloques, réunions, etc.

Cheikh Ibrahima Sakho

Date d'interview: le 16/03/2010

Monsieur Cheikh Ibrahima Sakho a fait l'année passée le Master Communication scientifique et technique de l'université Stendhal de Grenoble. Il travaille dans le service information et communication de l'IMROP. Pour lui le « *partenariat est institutionnel. C'est-à-dire qu'il y a des accords cadres de coopération entre l'IMROP et certains partenaires. Ce partenariat, quand il est effectif, est le plus souvent purement scientifique et n'intègre pas donc les volets communicationnels* ». Il a participé à une mission d'appui pour la bibliothèque du PNBA (science de l'info) et participation de l'IMROP à une exposition scientifique de l'IRD. Pour lui les enjeux pour l'IMROP de développer un partenariat avec un autre institut en Europe (France) permet d'appuyer l'IMROP dans des domaines où il n'a pas ou très peu d'expertise, contribue à une meilleure visibilité de l'institut en s'alliant à des organismes plus connus, l'échange d'informations et de compétence. Pour développer le partenariat, il faut « *un véritable partenariat c.-à-d. qu'il y ait des partenaires égaux échangeant sur des bases équitables et non des dictats* ». La communication peut jouer un rôle important pour « *Valoriser le partenariat auprès des promoteurs, des acteurs et les cibles (gouvernements, présidences ou directeurs des partenaires, pour assurer un meilleur écho des acteurs (partenaires) et pour valoriser les résultats scientifiques du partenariat* ».

Annexe 5 : Résumé des réunions avec les laboratoires et services :

AMURE

Date : 05/05/2010

La réunion avec le laboratoire AMURE s'est déroulée le 05/05/2010

Selon Louis Brigan, le laboratoire communique souvent notamment dans les séminaires et ses membres sont sollicités pour faire la communication grand-public (séminaires, portes ouvertes, réunions, et autres). Le laboratoire communique dans le cadre de la formation (master, thèses) via le réseau des anciens étudiants. Ils ont été plusieurs fois sollicités à la télévision. Les voyages d'études avec les étudiants sont aussi des moyens pour le laboratoire de faire beaucoup de communication. Néanmoins, il affirme que le mode d'évaluation de la recherche qui se base essentiellement sur les publications n'incite pas à passer beaucoup de temps à la communication de la science au sens de la vulgarisation à destination du grand public. Le responsable du master EGEL (Expertise et Gestion du Littoral) affirme que le laboratoire est prêt à travailler avec le service de communication de l'IUEM mais pour le moment, ses membres n'ont pas de demande spécifique. Ils ont besoin surtout d'aide pour mettre à jour le site web du master EGEL qu'il sous-traite avec une personne.

LPO

Date : le 18/05/2010

La réunion avec le LPO s'est déroulée dans les locaux du laboratoire. Le LPO travaille dans le domaine de l'océanographie physique. Ses chercheurs collaborent aussi dans le cadre du partenariat avec des pays du Sud notamment l'Afrique du Sud où certains de ses membres seront affectés à la rentrée prochaine dans le cadre du LMI. Lors de la réunion, Claude Roy le directeur du laboratoire s'est posé la question de savoir si la mise en place du service de communication à l'IUEM « *est un soulagement ou une contrainte, une simplification ou une complication* ». Pour lui, au niveau du labo ils ont déjà du mal à communiquer avec les différentes tutelles (Ifremer, CNRS, INSU, UBO, IRD). Le fait que le site web du laboratoire soit hébergé par l'Ifremer au lieu de l'IUEM pose certains problèmes notamment pour sa mise à jour. Ils ont des problèmes de citation dans les communiqués de Presse. Pour le directeur du LPO, la communication est difficile à gérer pour les Unités Mixtes de recherche (UMR). Les chercheurs du laboratoire souhaiteraient améliorer la communication lors des campagnes océanographiques effectuées par les équipes. Il souhaite travailler avec l'équipe de la communication pour développer la communication au niveau local et national pour mieux faire connaître les thématiques du laboratoire, les métiers et la formation dispensée pour attirer les étudiants. Il remarque une désaffection des étudiants pour la filière de formation en océanographie physique dû à une manque de visibilité du laboratoire. Le laboratoire souhaite aussi un appui dans la valorisation des publications scientifiques et des séminaires qui sont organisés.

LEBHAM

Date : 20/05/2010

Le LEBHAM travaille dans le domaine de la physiologie et de la biochimie des halophytes et des algues marines en relation avec leur environnement. Il doit rejoindre le LEMAR en janvier 2011. Le directeur Christian Magné déplore le manque de mise à jour depuis quelques années maintenant du site web du laboratoire. Il a déjà effectué toutes les mises à jour nécessaires pour le site dans un dossier, mais n'arrive pas à insérer ces informations dans le site web. Il a dans plusieurs réunions avec la direction, demandé qu'on leur octroie un accès pour faire eux même les mises à jour, mais jusqu'à présent rien n'est fait. Le laboratoire qui se distingue par son implication dans la recherche

et l'innovation notamment par la réalisation de brevets avec des partenaires extérieurs souhaite que pour la période transitoire où le laboratoire va fusionner avec le LEMAR que son site web soit maintenu et mis à jour.

LM2E

Date : 25/05/2010

Le LM2E conduit des programmes de recherche en microbiologie des environnements extrêmes, principalement océaniques. Les travaux du laboratoire reposent sur la préparation et la réalisation de campagnes océanographiques en collaboration avec des biologistes, des chimistes et des géochimistes. Daniel Prieur, le directeur actuel du laboratoire, a aussi soulevé le problème de communication d'une UMR à multi-tutelle comme le LM2E notamment le site web du laboratoire qui est hébergé à Ifremer. Les membres du laboratoire présents lors de la réunion ont exprimé le problème de communication rencontré lors des campagnes ou de découvertes scientifiques. Pour eux l'Ifremer a tendance à monopoliser la communication du laboratoire alors qu'il y a d'autres personnes qui ne sont pas Ifremer. On constate un sentiment de malaise et de dépossession de l'activité selon Jean-Louis Birrien pour les non – Ifremer. Ce dernier qui a tenu à être présent à la réunion malgré son départ à la retraite à la fin de l'année, témoigne à notre avis le désarroi que des scientifiques comme lui ont ressenti pendant de longues années.

Réunion avec les correspondants communication des laboratoires

Date : 04/02/2010

Cette réunion était l'occasion pour l'équipe du service de communication et médiation scientifique de se présenter. La majeure partie des laboratoires étaient représentés. Les différents intervenants lors de la réunion ont essayé de faire un résumé sur les pratiques de communication de leur laboratoire. Ils ont essayé d'informer aussi brièvement sur les activités que leurs laboratoires sont entrain de préparer. Les différents éléments essentiels que j'ai remarqué sont d'abord le manque d'adhésion de la majeure partie des correspondants de communication sur la charte graphique de l'IUEM. Nombreux sont les intervenants qui pensent que le logo de l'institut doit être changé. Pour Marc André Gutscher, chercheur au LDO, le nom IUEM doit être changé parce que pour lui le manque de visibilité de l'institut est essentiellement dû à son nom. Il pense que le mot « *Européen* » doit être enlevé du nom de l'IUEM pour ne laisser par exemple que « *Institut Universitaire de la Mer* ». Les correspondants communication ont salué la mise en place de l'équipe de communication et affirment être prêts à collaborer avec eux. Ils souhaitent que des actions de communication soient développées au niveau institutionnel et scientifique à la fois pour améliorer la visibilité de l'IUEM, dans le cadre des formations dispensées pour attirer les étudiants mais aussi pour vulgariser la recherche au niveau public et politique.

Réunion prospective formation avec la scolarité

Date : 03/05/2010

La réunion avec l'équipe de la scolarité s'est déroulée en présence du directeur de l'IUEM, Monsieur Yves Marie Paulet. Selon Elisabeth Bondu, responsable de la gestion de l'EDSM, cette année l'école doctorale compte 161 doctorants dont 20 % d'étranger. Il y a 28 laboratoires au niveau international qui participent à la formation. Pour le directeur de l'IUEM, la prospective de communication qui est en train d'être préparée doit aider à donner aux formations proposées par l'IUEM une visibilité nationale et internationale principalement au niveau du master. Même si certaines spécialités n'ont pas du mal à trouver des étudiants pour la majeure partie des spécialités proposées, les responsables ont de plus en plus du mal à recruter des étudiants. Eric Cornil responsable de la gestion du dossier des étudiants en master, a remarqué une baisse du nombre de consultations de l'offre de formations proposées sur le site web de l'IUEM. Il pense que *la situation géographique de Brest ne la favorise pas par rapport à des villes comme Bordeaux, Lille, Marseille*

et Paris. Il pense aussi que l'institut doit s'appuyer sur les réseaux des anciens étudiants pour attirer de nouveaux étudiants. Pour Jacques Deverchère le directeur du Master science de la mer et du littoral (SML), il faudrait peut être pensé à faire l'ensemble des cours ou la moitié en anglais pour intéresser des étudiants au niveau européen. Il suggère aussi de réfléchir sur des animations vidéo sur les débouchés du master et l'intérêt des formations qui sont proposées au niveau du Master SML et le mettre à disposition sur internet.

Annexe 6 : Corpus des articles analysés sur le site web du Cridem

(<http://www.cridem.org>)

22/02/2010 01:22

Atelier sur la pêche artisanale en Mauritanie : Les pêcheurs artisans **boudent la rencontre**

10/01/2010 10:36

Le Programme du Gouvernement 2010 : une **reconsidération** de la politique du secteur des pêches ?

31/08/2009 13:18

Nécessité de tenir des états généraux de la pêche.

03/01/2010 01:33

Fédération mauritanienne des mareyeurs : **communiqué**

13/02/2009 13:38

Secteur de la Pêche: Un syndicat **interpelle les autorités**

25/05/2010 00:34

Certificat de Capture

15/05/2010 17:25

Le débarquement **dans les ports mauritaniens de la capture des embarcations sénégalaises porté**

14/05/2010 00:13

DSPCM : Pas de quartier ! **24,2 millions UM d'amende contre des armateurs mauritaniens.**

10/05/2010 23:38

Débarquement des **Navires UE**

04/05/2010 09:08

Nouadhibou : **De la justice, s'il vous plait !**

02/05/2010 22:54

Mauritanie: la pêche industrielle **interdite pendant deux mois.**

30/04/2010 23:10

Le premier **arrêt biologique 2010** débute ce soir à zéro heure

26/04/2010 22:54

Plage des pêcheurs : **Arnaque et hypocrisie**, maîtres des lieux.

19/04/2010 09:05

Pêche : Les acteurs de filière **courbine pourraient désormais** exporter 60% de leur production

18/04/2010 20:26

Les piroguiers **des enfers**

03/04/2010 19:05

SMCP: La **bombe à retardement** des commissions perçues par les armateurs...

24/03/2010 15:37

Mauritanie **364 millions pour** le développement de la pêche.

21/03/2010 13:01

1 Tonne de poisson appartenant au GIE Ganni saisi illégalement par la gendarmerie.

28/02/2010 18:20

La recherche halieutique, **le fondement** pour une gestion durable des ressources.

19/02/2010 14:25

Fédération mauritanienne des mareyeurs : **Appel aux autorités** de la pêche

13/02/2010 18:40

Les pêcheurs **artisans sont lésés**.

11/02/2010 08:36

Abus de confiance à la plage des pêcheurs

28/01/2010 16:38

Pêche : Depuis la reprise de novembre 2009 la **pêche a chuté** de manière catastrophique.

26/01/2010 09:35

Des matelots du pélagique **se disent arnaqués**

19/01/2010 22:39

La vraie « Nouvelle politique des pêches »

19/01/2010 19:49

Lettre ouverte des pêcheurs artisans de Nouadhibou...

Annexe 7 : communiqué



Brest, le 6 novembre 2009

Communiqué

L'UBO signe un accord de coopération scientifique et académique avec l'Institut Mauritanien de recherche océanographique et des pêches (IMROP)

Le 5 novembre, à Brest, Pascal Olivard, Président de l'UBO (Université de Bretagne Occidentale), et le Dr. Mamoudou Aliou Dia, Directeur de l'IMROP (Institut Mauritanien de Recherche Océanographique et des Pêches) ont signé un accord-cadre de coopération scientifique et académique dont l'objectif est de renforcer les coopérations de l'IUEM (Institut Universitaire Européen de la Mer) avec l'IMROP dans le domaine de la recherche, de l'observation de l'environnement marin, et de la formation de haut niveau en océanographie.

Le développement des relations entre l'IUEM et l'IMROP se fera principalement au travers des actions de coopération suivantes :

- la participation de chercheurs des deux instituts à des projets collaboratifs de recherche d'envergure européenne et internationale,
- une coopération renforcée en matière de formation dans les différentes disciplines de l'océanographie (écologie, biologie, économie, géographie, chimie etc.) à travers des échanges accrus d'étudiants, de doctorants et de chercheurs entre les laboratoires brestois et mauritaniens, - la création d'un observatoire océanographique en Mauritanie sur la base du savoir faire et de l'expérience internationalement reconnus de l'IUEM en

matière de pilotage d'observatoires de l'environnement littoral et maritime.

Pour l'instant, deux laboratoires de l'IUEM collaborent régulièrement avec l'IMROP :

- le laboratoire AMURE, dans le domaine du droit et économie maritimes,
- le laboratoire LEMAR, (sciences de l'environnement marin) dans le domaine de l'écologie et de la biologie marine (faune, flore, habitats).

Ces deux laboratoires étudient notamment le rôle des Aires Marines Protégées comme outils de protection et de gestion des ressources naturelles marines. A cette fin, en liaison avec les acteurs français et mauritaniens de l'économie de la pêche, l'IUEM et l'IMROP s'attachent à définir des indicateurs biologiques, écologiques, économiques et sociaux qui permettront la protection des habitats naturels (écosystèmes maritimes) en assurant notamment une meilleure reproduction des stocks naturels de poissons et de crustacés. La définition de plans de gestion de l'environnement marin sur la base de tels indicateurs permettra, à terme, de garantir la pérennité des activités économiques liées à la pêche et à l'aquaculture.

Contact UBO :

Laurent Chauvaud

Chercheur, porteur du projet pour l'IUEM

02 98 49 86 33

laurent.chauvaud@univ-brest.fr